

Département du Puy-de-Dôme

Commune de  
**MANZAT**



**7c**

Liste des  
servitudes  
d'utilité  
publique



34, Rue Georges Plasse  
42300 ROANNE

Tel. : 04 77 67 83 06  
E-mail : urbanisme@realites-be.fr

# P.L.U.

## Plan Local d'Urbanisme

### PLAN LOCAL D'URBANISME

Arrêt du PLU : délibération du Conseil  
Municipal en date du 24 Janvier 2014

Approbation du PLU : délibération du  
Conseil Municipal en date du 19 Décembre  
2014

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil  
Municipal en date du 19 Décembre 2014

### REVISIONS ET MODIFICATIONS

- 1

- 2

- 3

- 4

- 5

## LISTE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE ET AUTRES INFORMATIONS

En application de l'article R.123-14 du code de l'urbanisme, la liste des servitudes d'utilité publique est reportée en annexe des P.L.U., conformément à l'article L.126-1 de ce même code.

MANZAT est concernée par les servitudes d'utilité publique suivantes :

Nom officiel de la servitude	Nature de la servitude	Acte qui l'a instituée sur le territoire de la commune	Service responsable de la servitude
<b>AS1</b> Conservation des eaux	Servitude résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux potables et minérales	Périmètre éloignés des captages de Fondreux, La grenouilloux et La Coussidière Arrêté préfectoral propre à chaque ouvrage exploité par le SIAEP de la Sioule et Morge	AGENCE REGIONALE DE LA SANTE 60 Avenue de l'Union Soviétique 63 057 CLERMONT-FERRAND Cedex1
<b>I3</b> Gaz	Servitude relative à l'établissement de canalisation de gaz	Canalisation de transport de gaz : Antenne Les Ancizes – �� 100 mm DUP par arrêté ministériel du 05/06/1961	GRT gaz – Agence Auvergne 19, Allée Mesdames 03 200 VICHY
<b>I4</b> Electricité	Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques	Diverses lignes 20 Kv aériennes et souterraines Arrêté préfectoral particulier à chaque ouvrage  Ligne 225 Kv Comps-Volvic DUP du 23/04/2002	ERDF 1, RUE DE CHATEAUDUN 63 966 CLERMONT-FERRAND Cedex 9  RTE 5, Rue des Cuirassiers 69 399 LYON Cedex 1
<b>A5</b> Eau et Assainissement	Servitudes attachées aux canalisations publiques d'eau potable et d'assainissement	<u>Eau potable</u> : Conventions amiables passées entre la commune et les propriétaires des terrains traversés  <u>Assainissement</u> : Conventions amiables passées entre la commune et les propriétaires des terrains traversés	COMMUNE OU SIAEP
<b>T1</b> Voies ferrées	Servitude relative aux chemins de fer	Ligne ferroviaire n��7090000 Les Ancizes �� Comps, PK 405+250 au PK 408+360	SNCF Délégation territoriale de l'immobilier Sud-Est 5 et 6 Place Charles B��raudier 69 428 LYON Cedex 3



<b>EL 11</b> Autoroute route express et déviations d'agglomération	Servitudes relatives aux interdictions d'accès grevant les propriétés limitrophes des routes express et des déviations d'agglomérations	Articles L.122-2 ; L151-3 ; L.152-1 et L152-2 du code de la voirie routière La servitude s'applique directement sans qu'une mesure réglementaire (décret ou arrêté) ne soit nécessaire.	CONCESSIONNAIRE A89
---	--	---	---------------------

Les annexes contiennent les documents applicables à ces servitudes :

- Annexe n  1 : textes relatifs à la servitude AS1
- Annexe n  2 : textes relatifs à la servitude I3
- Annexe n  3 : textes relatifs à la servitude I4
- Annexe n  4 : textes relatifs à la servitude T1

Ces annexes sont réalisées à partir des données issues du Porter à connaissance de l'Etat à la commune de Manzat, dans le cadre de l'élaboration du PLU.

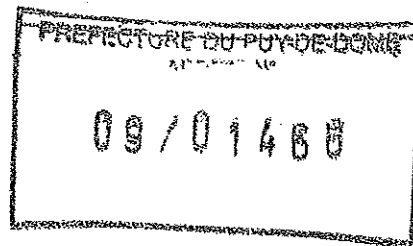


## ANNEXE n  1

### Servitude d'Utilité Publique AS1

- Textes relatifs à la servitude AS1

PRÉFECTURE DU PUY-DE-DÔME



DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES  
DU PUY-DE-DÔME

**ARRETE PREFECTORAL**

**AUTORISANT**  
la distribution au public d'eau destinée à la consommation humaine

**DECLARANT D'UTILITE PUBLIQUE**  
la dérivation des eaux souterraines,  
l'instauration des périmètres de protection des points d'eau et les travaux correspondants

SIAEP SIOULE ET MORGE  
COMMUNE DE MANZAT  
(Captages de La Coussidière, de Grenouilloux et de Fondreux)

LE PRÉFET DE LA REGION AUVERGNE  
PREFET DU PUY-DE-DOME

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L 2212-2 ;

VU les articles L.1321-1 à L.1321-10, R 1321-1 à R 1321-63 du Code de la Santé Publique ;

VU les articles L 211-1, L 214-1 à L 214-11, L 215-13, R 214-1 à R 214-60 du Code de l'Environnement ;

VU les articles L 11-1 à L 11-9 et R 11-1 à R 11-31 du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU les articles L.126-1, R.126-1 à R.126-3 du Code de l'Urbanisme relatif aux servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol ;

VU le décret n° 55-22 du 04 janvier 1955 modifié portant réforme de la publicité foncière et son décret d'application modifié n° 55-350 du 14 octobre 1955 ;

VU l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n°96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L 214-1 à L 214-3 du Code de l'Environnement et relevant des rubriques 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

VU l'arrêté du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n°96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

VU l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du Code de la Santé Publique ;

VU l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de la demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R 1321-6 à R 1321-12 et R 1321-42 du Code la Santé Publique ;

VU la délibération du 22 mai 2007, par laquelle le conseil syndical du SIAEP des communes Sioule et Morge demande l'ouverture d'une enquête conjointe préalable à la déclaration d'utilité publique, et parcellaire ;

VU le dossier et les résultats de l'enquête publique, à laquelle il a été procédé du 19 mai 2008 au 2 juin 2008 inclus, conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'ouverture d'enquête n° 08/01302 du 3 avril 2008 ;

VU l'avis favorable de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique du 6 mars 2006 ;

VU les conclusions et l'avis favorable du commissaire enquêteur ;

VU l'avis favorable du CODERST du Puy-de-Dôme en séance du 15 mai 2009 ;

CONSIDERANT que les ressources exploitées sont nécessaires pour assurer l'alimentation en eau potable de la commune de MANZAT et sur une partie des communes de Châtelguyon, de Loubeyrat et de Charbonnières Les Vieilles ;

CONSIDERANT que la qualité des eaux souterraines doit être sauvegardée et que la préservation des ouvrages de captages d'eaux destinées à la consommation est impérative ;

SUR proposition de M. le secrétaire général du Puy-de-Dôme ;

## ARRETE

### AUTORISATION AU TITRE DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE

#### ARTICLE 1 – Autorisation de production et de distribution d'eau destinée à la consommation humaine

Conformément aux dispositions du Code de la Santé Publique notamment l'article L 1321-7, le SIAEP Sioule et Morge est autorisé à utiliser l'eau prélevée dans le milieu naturel à partir des points de prélèvements mentionnés à l'article 3 pour la production et la distribution d'eau destinée à la consommation humaine.

#### ARTICLE 2 – Autorisation de traitement de l'eau en vue de sa distribution pour la consommation humaine

Conformément à l'article R 1321-8 du Code de la Santé Publique, le SIAEP Sioule et Morge est autorisé à effectuer un traitement de neutralisation-reminéralisation et de désinfection des eaux issues des captages de la Coussidière et de Grenouilloux ainsi que celui de Fondreux avant distribution pour la consommation humaine. (*sous réserve que les produits, procédés et matériaux utilisés soient autorisés par le Code de la Santé Publique pour le traitement de l'eau destinée à la consommation humaine*) :

### ARTICLE 3 – Régime de prélèvement au titre du Code de l'Environnement

Pour les captages de la Coussidière et Grenouilloux, le débit de prélèvement sur l'aquifère étant supérieur à 200 000 m<sup>3</sup>/an, le prélèvement envisagé par la collectivité est soumis à autorisation au titre des articles L 214.1 à 214.3 du Code de l'Environnement (rubrique 1.1.2.0 ou 1.2.1.0 ou 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de l'article R 214-1 du Code de l'Environnement).

Pour le captage de Fondreux, le débit de prélèvement sur l'aquifère étant inférieur à 10 000 m<sup>3</sup>/an, le prélèvement envisagé par la collectivité n'est pas soumis au régime de déclaration au titre des articles L 214.1 à 214.6 du Code de l'Environnement.

Les débits de prélèvements ne pourront excéder les limites fixées dans le tableau suivant :

Nom du captage	Code DDASS	Commune d'implantation de l'ouvrage de captage	Cadaastre		Prélèvement maximal autorisé	
			section	parcelle	m3/an	m3/h
La Coussidière	206HH02	MANZAT	ZH	80	234 195	26.70
Grenouilloux	206HH01			9		
PRÉLEVEMENT CUMULE POUR L'AQUIFERE					234 195	26.70
Fondreux	063206AA1	MANZAT	ZW	62	820	2,25
PRÉLEVEMENT CUMULE POUR L'AQUIFERE					Inférieur à 10000	/

## DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

### ARTICLE 4 – Déclaration d'utilité publique

En application de l'article L 215-13 du Code de l'Environnement et de l'article L 1321-2 du Code de la Santé Publique, sont déclarés d'utilité publique :

- les travaux réalisés par le syndicat Sioule et Morge en vue de la dérivation des eaux pour la consommation humaine à partir des points de prélèvement mentionnés à l'article 3,
- l'instauration des périmètres de protection de ces points de prélèvement et l'institution des servitudes associées pour assurer la protection des ouvrages et de la qualité de l'eau.

### ARTICLE 5 – Périmètres de protection des points de prélèvement

Les périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée sont établis autour des points de prélèvement. Ces périmètres s'étendent conformément aux indications des plans et états parcellaires, joints en annexe du présent arrêté.

Dans le cas où les périmètres de protection immédiate se trouvent sur une ou des parcelles enclavées, la collectivité devra prendre toutes dispositions en vue de créer un accès aux ouvrages, soit par acquisition (par voie amiable ou par voie d'expropriation), soit par création de servitudes de passage.

#### 5.1 - Périmètres de protection immédiate (PPI)

Les périmètres de protection immédiate seront constitués des parcelles n° 80 section ZH de la commune de Manzat, pour le captage de La Coussidière et n° 9 section ZH pour le captage Grenouilloux.

Pour le captage de Fondreux, le périmètre de protection immédiate englobera toute la parcelle n° 62 de la section ZW de la commune de Manzat, ainsi qu'une bande de terrain de 30 m vers l'Ouest depuis la limite de cette parcelle. Cette bande recoupe les parcelles n° 87 et 60 section ZW.

La liste des parcelles concernées par le périmètre de protection immédiate figure au tableau ci-dessous.

Nom du captage	N° DDASS	Références cadastrales des parcelles du périmètre de protection immédiate			
		Commune d'implantation	Lieu-dit	N° section	N° parcelle
La Coussidière	206HH02	MANZAT	La Coussidière	ZH	80 en totalité, soit 2580 m <sup>2</sup>
Grenouilloux	206HH01	MANZAT	Grenouilloux	ZH	9 en totalité, soit 2500 m <sup>2</sup>
Fondreux	063206AA1	MANZAT	Terre de la Croix	ZW	60 en partie, soit 876 m <sup>2</sup> 62 en totalité, soit 1830 m <sup>2</sup> 87 en partie, soit 2120 m <sup>2</sup>

### Prescriptions communes :

L'aire des périmètres de protection immédiate est défini conformément à l'annexe 2.

Les emprises des parcelles telles que définies ci-dessus doivent être acquises en pleine propriété par la collectivité dans les plus brefs délais. Les périmètres de protection immédiate doivent être clos de façon à en interdire l'accès, tant aux animaux qu'aux personnes non autorisées. Les accès se feront par des portails équipés de dispositifs de verrouillage. Clôtures et portails devront être maintenus en bon état.

A l'intérieur des périmètres, toutes les activités seront interdites sauf celles nécessaires à l'entretien des installations, au suivi du fonctionnement et aux aménagements visant à améliorer les conditions d'exploitation des captages. Les accès seront strictement réservés au personnel de visite, d'entretien et d'exploitation.

Les enclos seront enherbés (les arbres existants seront abattus mais par dessouchés). Il ne sera fait aucun apport d'engrais et de produits phytosanitaires. La croissance des végétaux sera régulièrement limitée par des moyens mécaniques et les produits de la coupe seront évacués du terrain.

A l'intérieur de celui-ci sont interdits toute activité, toute circulation, toute construction, tous travaux, tout aménagement et occupation des locaux, tout stockage, tout épandage et tout dépôt qui ne sont pas directement nécessités par la surveillance, l'exploitation et l'entretien du captage.

Tout nouvel ouvrage de prélèvement (recaptage) devra faire l'objet d'une autorisation préfectorale préalable.

## **5.2 - Périmètres de protection rapprochée (PPR)**

### **A - Captages de la Coussidière et Grenouilloux :**

Un seul périmètre de protection rapprochée commun est défini pour les deux captages dont les contours figurent, en annexe 2

La liste des parcelles concernées par le périmètre de protection rapprochée des captages de La Coussidière et Grenouilloux figure au tableau ci-dessous.



Nom du captage	N° DDASS	Références cadastrales des parcelles du périmètre de protection rapprochée			
		Commune d'implantation	N° section	Lieu-dit	N° parcelle
La Coussidière et Grenouilloux	206HH02	MANZAT	ZH	La Fougèrousse	1 en totalité, soit 18070 m <sup>2</sup>
	206HH01				2 en totalité, soit 3680 m <sup>2</sup>
					3 en totalité, soit 10760 m <sup>2</sup>
					4 en totalité, soit 8240 m <sup>2</sup>
					5 en totalité, soit 6320 m <sup>2</sup>
					6 en totalité, soit 4070 m <sup>2</sup>
					7 en totalité, soit 6240 m <sup>2</sup>
					8 en totalité, soit 6050 m <sup>2</sup>
					10 en totalité, soit 13190 m <sup>2</sup>
					12 en totalité, soit 10400 m <sup>2</sup>
					13 en totalité, soit 3680 m <sup>2</sup>
					14 en totalité, soit 3290 m <sup>2</sup>
					15 en totalité, soit 2400 m <sup>2</sup>
					16 en totalité, soit 5210 m <sup>2</sup>
					17 en totalité, soit 2570 m <sup>2</sup>
					18 en totalité, soit 6480 m <sup>2</sup>
					19 en totalité, soit 2160 m <sup>2</sup>
					20 en totalité, soit 6440 m <sup>2</sup>
					21 en totalité, soit 4900 m <sup>2</sup>
					22 en totalité, soit 13780 m <sup>2</sup>
					23 en totalité, soit 4800 m <sup>2</sup>
					24 en totalité, soit 2970 m <sup>2</sup>
					78 en totalité, soit 2650 m <sup>2</sup>
					83 en totalité, soit 3540 m <sup>2</sup>
					84 en totalité, soit 1805 m <sup>2</sup>
					90 en totalité, soit 2010 m <sup>2</sup>
					96 en totalité, soit 4970 m <sup>2</sup>
		ZH	Les Buges	38 en totalité, soit 10350 m <sup>2</sup>	
				39 en totalité, soit 7680 m <sup>2</sup>	
				40 en totalité, soit 5336 m <sup>2</sup>	
				41 en totalité, soit 13910 m <sup>2</sup>	
				42 en totalité, soit 2210 m <sup>2</sup>	
				43 en totalité, soit 2510 m <sup>2</sup>	
				44 en totalité, soit 8230 m <sup>2</sup>	
				45 en totalité, soit 5170 m <sup>2</sup>	
				46 en partie, soit 10000 m <sup>2</sup>	
				48 en totalité, soit 26640 m <sup>2</sup>	
				50 en totalité, soit 1070 m <sup>2</sup>	
				51 en totalité, soit 2600 m <sup>2</sup>	
				52 en totalité, soit 5850 m <sup>2</sup>	
				53 en totalité, soit 10040 m <sup>2</sup>	
				54 en totalité, soit 6630 m <sup>2</sup>	
				55 en totalité, soit 710 m <sup>2</sup>	
				56 en totalité, soit 16160 m <sup>2</sup>	
				57 en totalité, soit 12600 m <sup>2</sup>	
				59 en totalité, soit 1810 m <sup>2</sup>	
				60 en totalité, soit 46140 m <sup>2</sup>	
				61 en totalité, soit 8580 m <sup>2</sup>	
				86 en totalité, soit 5070 m <sup>2</sup>	
				88 en totalité, soit 1840 m <sup>2</sup>	
				89 en totalité, soit 200 m <sup>2</sup>	
				98 en totalité, soit 710 m <sup>2</sup>	

			ZH	Lau Planeix	62 en totalité, soit 6925 m <sup>2</sup> 63 en totalité, soit 8320 m <sup>2</sup> 64 en totalité, soit 10200 m <sup>2</sup> 65 en totalité, soit 8830 m <sup>2</sup> 66 en totalité, soit 24640 m <sup>2</sup> 67 en totalité, soit 5690 m <sup>2</sup> 68 en totalité, soit 9350 m <sup>2</sup> 69 en totalité, soit 14320 m <sup>2</sup> 70 en totalité, soit 2520 m <sup>2</sup> 93 en totalité, soit 4580 m <sup>2</sup>
			ZH	Champs de l'Etable	71 en totalité, soit 16830 m <sup>2</sup> 72 en totalité, soit 3550 m <sup>2</sup> 73 en totalité, soit 8370 m <sup>2</sup> 74 en totalité, soit 11400 m <sup>2</sup> 75 en totalité, soit 11030 m <sup>2</sup> 76 en totalité, soit 10660 m <sup>2</sup> 77 en totalité, soit 6940 m <sup>2</sup> 85 en totalité, soit 2090 m <sup>2</sup> 94 en totalité, soit 430 m <sup>2</sup> 95 en totalité, soit 3170 m <sup>2</sup>
			ZD	Champ du Bois	37 en totalité, soit 2420 m <sup>2</sup> 38 en totalité, soit 6710 m <sup>2</sup> 40 en totalité, soit 13800 m <sup>2</sup> 41 en totalité, soit 9350 m <sup>2</sup> 42 en totalité, soit 9720 m <sup>2</sup> 43 en totalité, soit 3680 m <sup>2</sup> 44 en totalité, soit 4440 m <sup>2</sup> 45 en totalité, soit 13160 m <sup>2</sup> 47 en totalité, soit 10490 m <sup>2</sup> 48 en totalité, soit 10930 m <sup>2</sup> 93 en totalité, soit 720 m <sup>2</sup>
			XK	Les Taravelles	33 en totalité, soit 7452 m <sup>2</sup>
			ZI	Cheire Michaux	56 en totalité, soit 96650 m <sup>2</sup> 57 en totalité, soit 9315 m <sup>2</sup> 58 en totalité, soit 25235 m <sup>2</sup> 59 en totalité, soit 16035 m <sup>2</sup> 60 en totalité, soit 9000 m <sup>2</sup> 61 en totalité, soit 15625 m <sup>2</sup> 62 en totalité, soit 15870 m <sup>2</sup> 63 en totalité, soit 3160 m <sup>2</sup> 64 en totalité, soit 16440 m <sup>2</sup> 65 en totalité, soit 6300 m <sup>2</sup> 66 en totalité, soit 17640 m <sup>2</sup> 67 en totalité, soit 6065 m <sup>2</sup> 68 en totalité, soit 43845 m <sup>2</sup> 81 en totalité, soit 4360 m <sup>2</sup> 85 en totalité, soit 25500 m <sup>2</sup>
			ZI	Roche Regnat	69 en totalité, soit 19920 m <sup>2</sup> 70 en totalité, soit 3645 m <sup>2</sup> 71 en totalité, soit 3105 m <sup>2</sup> 72 en totalité, soit 5930 m <sup>2</sup> 76 en totalité, soit 6425 m <sup>2</sup> 77 en totalité, soit 13335 m <sup>2</sup>
			ZN	La Croze	9 en totalité, soit 5370 m <sup>2</sup> 26 en totalité, soit 20820 m <sup>2</sup> 28 en totalité, soit 4160 m <sup>2</sup> 29 en totalité, soit 4340 m <sup>2</sup>
			XM		2 en totalité, soit 9940 m <sup>2</sup>

			<b>ZN</b>	<b>Grand Bois</b>	30 en totalité, soit 7000 m <sup>2</sup> 31 en totalité, soit 2710 m <sup>2</sup> 32 en totalité, soit 4870 m <sup>2</sup> 33 en totalité, soit 12170 m <sup>2</sup> 34 en totalité, soit 7240 m <sup>2</sup> 35 en totalité, soit 4220 m <sup>2</sup> 37 en totalité, soit 12580 m <sup>2</sup> 38 en totalité, soit 4210 m <sup>2</sup> 39 en totalité, soit 4560 m <sup>2</sup> 40 en totalité, soit 2840 m <sup>2</sup> 41 en totalité, soit 2320 m <sup>2</sup> 42 en totalité, soit 11010 m <sup>2</sup> 43 en totalité, soit 2300 m <sup>2</sup> 44 en totalité, soit 2160 m <sup>2</sup> 45 en totalité, soit 35460 m <sup>2</sup> 46 en totalité, soit 920 m <sup>2</sup> 47 en totalité, soit 7750 m <sup>2</sup> 48 en totalité, soit 8440 m <sup>2</sup> 49 en totalité, soit 1990 m <sup>2</sup> 50 en totalité, soit 6480 m <sup>2</sup> 51 en totalité, soit 3610 m <sup>2</sup> 52 en totalité, soit 1560 m <sup>2</sup> 101 en totalité, soit 790 m <sup>2</sup>
			<b>XL</b>	<b>Les Noyers</b>	6 en totalité, soit 12338 m <sup>2</sup>

### Prescriptions hydrogéologiques à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée :

Dans ce périmètre de protection rapprochée sont interdits :

- l'établissement de toutes constructions nouvelles à usage: d'usine, de parc à bestiaux, de stabulation, de bâtiments d'élevage ;
- la construction de maisons individuelles d'habitation excepté celles qui pourront être raccordées à un système d'assainissement collectif ;
- le forage et/ ou le captage de sources hormis pour l'adduction d'eau publique ;
- le passage de canalisations autres que celles d'eau potable et la création de réservoirs (hormis ceux destinés à l'alimentation en eau potable) ; tout aménagement lié à l'adduction publique dans ce périmètre sera soumis à l'avis de la DDASS ;
- la création de routes, de chemins et de pistes, autres que celles nécessaires à l'exploitation du point d'eau et de la forêt ;
- la création d'étangs, de mares ou de toutes pièces d'eau ;
- l'ouverture de zones d'emprunt ou de carrières, et le remblaiement d'excavations à ciel ouvert ;
- les installations de stockage et de manipulation d'hydrocarbures liquides ou gazeux, d'huiles, de produits chimiques, toxiques ou radioactifs, d'engrais organiques ou chimiques, d'eaux usées et de tous produits susceptibles d'altérer la qualité de l'eau ;
- les dépôts et stockage de tous matériaux non inertes (les inertes sont la terre, les pierres), comme le fumier, les matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail, les ordures ménagères, détritiques ou autres ;
- le rejet d'eaux usées ou d'hydrocarbures ;
- le camping, caravaning et tout aménagement touristique et/ou, ainsi que toute activité et manifestation non énumérée susceptible de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de la nappe ;
- la pratique d'engins tout terrain (moto-cross, quad, 4X4...) sauf celle nécessaire à l'exploitation du point d'eau ;
- l'épandage sur ou sous le sol d'eaux usées et autres substances polluantes (notamment l'épandage de boues de station d'épuration, de matière de vidange, lisiers) ;
- l'utilisation de produits phytosanitaires.

En ce qui concerne l'exploitation de la forêt:

L'exploitation de la forêt et le renouvellement des plantations devra se faire de manière à ne pas bouleverser la couverture pédologique. L'exploitation forestière mécanisée et le débardage se feront pendant les périodes où le sol est

ressuyé ou en période de gel. Les engins qui interviennent dans ce périmètre devront être en bon état d'entretien et les entrepreneurs devront être informés des prescriptions particulières qui s'y appliquent

Toute opération de déboisement devra obligatoirement être suivie d'un reboisement (pas de changement de la nature des terrains). Le total des coupes à blanc ne pourra excéder 1/3 de la superficie du périmètre de protection rapprochée.

#### Seront interdits:

- Le stockage d'hydrocarbures destinés à l'alimentation des engins de débardage et des scies (les quantités introduites devront correspondre à une journée de travail au maximum pour le bûcheronnage manuel) ;
- Le sous-solage, le labour et le retournement en plein de la terre ;
- L'ouverture de pistes terrassées pour le débardage à moins de 80 m en amont du périmètre de protection immédiate ;
- L'exploitation forestière mécanisée et le débardage se feront pendant les périodes où le sol est ressuyé ou en période de gel ;
- Le stockage permanent de bois (la durée de stockage temporaire ne devra pas excéder 3 mois) ;
- La largeur des andains recueillant les rémanents d'exploitation ne devra pas excéder 3 mètres ;
- Le dessouchage ;
- Le traitement des souches sauf utilisation d'une solution d'urée ou de tout autre produit disposant d'une autorisation des services de l'état.

#### *Prescriptions hydrogéologiques spécifiques dans le cas de chantiers en milieu forestier :*

La mairie devra être tenue avertie des travaux forestiers envisagés, afin de pouvoir faire part aux intervenants de la position des équipements liés à l'eau potable (captages, canalisations, trop-plein, bouches à clef...) et de pouvoir envisager la prise de mesures préventives ou palliatives (resserrement du suivi analytique, augmentation de la chloration, basculement de la production sur d'autres ressources...). Un état des lieux sera dressé en présence de représentants de différentes parties. Cet état portera sur la surface du sol, les chemins, la présence d'eau de surface, les clôtures des périmètres immédiats...).

A l'issue du chantier, le sol des pistes aménagées temporairement sera remis en état, les ornières soigneusement comblées, les buses rapatriées...l'accès aux pistes temporaires sera condamné de manière à ce qu'elles ne puissent plus servir à des tiers. Une visite de réception de travaux sera organisée, elle pourra donner lieu à la demande de travaux de remise en état complémentaires

#### En ce qui concerne la voirie:

Les services de la DDASS, de la mairie et du S.I.A.E.P. Sioule et Morge devront être informés avant toute réfection ou travaux importants sur la chaussée de la route départementale 19 afin de mettre en place, au besoin, un suivi particulier des captages. Dans la traversée du périmètre de protection rapprochée, il faudra éviter de concentrer les rejets d'écoulements d'eaux pluviales en un seul point et favoriser une évacuation diffuse dans la pente (le cas échéant, les dispositifs techniques les mieux adaptés à cette recommandation devront être proposés par le maître d'oeuvre à la collectivité).

En cas d'accident entraînant le déversement de produits dangereux, un plan d'alerte devra être mis en place coordonnant l'intervention des services de secours, de la mairie, du SIAEP et de la DDASS.

#### En ce qui concerne les parcelles agricoles:

Le code des bonnes pratiques agricoles devra être respecté. La fertilisation totale des parcelles agricoles ne devra pas dépasser 170 UN /ha/ an.

#### **B- Captage de Fondreux :**

La liste des parcelles concernées par le périmètre de protection rapprochée du captage de Fondreux figure au tableau ci-dessous.

Nom du captage	N° DDASS	Références cadastrales des parcelles du périmètre de protection rapprochée			
		Commune d'implantation	N° section	Lieu-dit	N° parcelle
Fondreux	063206AA1	MANZAT	ZW	Bois du Pin	38 en totalité, soit 7800 m <sup>2</sup>

				Chatrezet	52 en partie 55 en partie
				Terre de la Croix	60 en partie, soit 23864 m <sup>2</sup> 87 en partie, soit 37884 m <sup>2</sup>
			ZX	La Champ	19 en partie, soit 32680 m <sup>2</sup>

**Dans ce périmètre de protection rapprochée sont interdits :**

- l'établissement de toutes constructions nouvelles à usage: d'habitation, d'usine, de parc à bestiaux, de stabulation, de bâtiments d'élevage ;
- le forage et/ ou le captage de sources hormis pour l'adduction d'eau publique ;
- le passage de canalisations autres que celles d'eau potable et la création de réservoirs (hormis ceux destinés à l'alimentation en eau potable) ; tout aménagement lié à l'adduction publique dans ce périmètre sera soumis à l'avis de la DDASS ;
- la création de routes, de chemins et de pistes, autres que celles nécessaires à l'exploitation du point d'eau et de la forêt ;
- la création d'étangs, de mares ou de toutes pièces d'eau ;
- l'ouverture de zones d'emprunt ou de carrières, et le remblaiement d'excavations à ciel ouvert ;
- les installations de stockage et de manipulation d'hydrocarbures liquides ou gazeux, d'huiles, de produits chimiques, toxiques ou radioactifs, d'engrais organiques ou chimiques, d'eaux usées et de tous produits susceptibles d'altérer la qualité de l'eau ;
- les dépôts et stockage de tous matériaux non inertes (les inertes sont la terre, les pierres), comme le fumier, les matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail, les ordures ménagères, détritiques ou autres ;
- le rejet d'eaux usées ou d'hydrocarbures ;
- le camping, caravanning et tout aménagement touristique et/ou, ainsi que toute activité et manifestation non énumérée susceptible de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de la nappe ;
- la pratique d'engins tout terrain (moto-cross, quad ,4X4...) sauf celle nécessaire à l'exploitation du point d'eau ;
- l'épandage sur ou sous le sol d'eaux usées et autres substances polluantes (notamment l'épandage de boues de station d'épuration, de matière de vidange, lisiers) ;
- l'utilisation de produits phytosanitaires ;
- toute fertilisation.

**En ce qui concerne l'exploitation de la forêt:**

L'exploitation de la forêt et le renouvellement des plantations devra se faire de manière à ne pas bouleverser la couverture pédologique. L'exploitation forestière mécanisée et le débardage se feront pendant les périodes où le sol est ressuyé ou en période de gel. Les engins qui interviennent dans ce périmètre devront être en bon état d'entretien et les entrepreneurs devront être informés des prescriptions particulières qui s'y appliquent.

Toute opération de déboisement devra obligatoirement être suivie d'un reboisement (pas de changement de la nature des terrains). Le total des coupes à blanc ne pourra excéder 1/3 de la superficie du périmètre de protection rapprochée.

**Seront interdits:**

- le stockage d'hydrocarbures destinés à l'alimentation des engins de débardage et des scies (les quantités introduites devront correspondre à une journée de travail au maximum pour le bûcheronnage manuel) ;
- le sous-solage, le labour et le retournement en plein de la terre ;
- l'ouverture de pistes terrassées pour le débardage à moins de 80 m en amont du périmètre de protection immédiate ;
- l'exploitation forestière mécanisée et le débardage se feront pendant les périodes où le sol est ressuyé ou en période de gel ;
- le stockage permanent de bois (la durée de stockage temporaire ne devra pas excéder 3 mois) ;
- la largeur des andains recueillant les résidus d'exploitation ne devra pas excéder 3 mètres ;
- le dessouchage ;
- le traitement des souches sauf utilisation d'une solution d'urée ou de tout autre produit disposant d'une autorisation des services de l'état.

### *Prescriptions hydrogéologiques spécifiques dans le cas de chantiers en milieu forestier :*

La mairie devra être tenue avertie des travaux forestiers envisagés, afin de pouvoir faire part aux intervenants de la position des équipements liés à l'eau potable (captages, canalisations, trop-plein, bouches à clef...) et de pouvoir envisager la prise de mesures préventives ou palliatives (resserrement du suivi analytique, augmentation de la chloration, basculement de la production sur d'autres ressources...). Un état des lieux sera dressé en présence de représentants de différentes parties. Cet état portera sur la surface du sol, les chemins, la présence d'eau de surface, les clôtures des périmètres immédiats...).

A l'issue du chantier, le sol des pistes aménagées temporairement sera remis en état, les ornières soigneusement comblées, les buses rapatriées... l'accès aux pistes temporaires sera condamné de manière à ce qu'elles ne puissent plus servir à des tiers. Une visite de réception de travaux sera organisée, elle pourra donner lieu à la demande de travaux de remise en état complémentaires

#### **En ce qui concerne les cultures:**

Compte tenu de la vulnérabilité de cette ressource et de la qualité dégradée de l'eau (très fortes concentrations en nitrates proche de la limite de qualité), les parcelles en culture devront être reconverties en prairies non fertilisées.

### **5.3 - Périmètres de protection éloignée (PPE) :**

#### **A - Captages de la Coussidière et Grenouilloux :**

Ce périmètre englobe le cône du puy de Chalard et l'essentiel du cratère de maar initial ; le contour de cette zone hydrogéologique sensible de 75 ha figure en annexe 2. Elle comprend les numéros des parcelles issus du dernier remembrement effectué et postérieur au rapport hydrogéologique :

- 1 à 34, 36, 37, 38, 41 à 46, 95, 96, 101 à 103, 112, 114, 115 et 128, section ZD, commune de Manzat ;
- 21 à 25, 54 à 68, section ZN, commune de Manzat ;
- 7, 8, 9, 34 à 46, section XL, commune de Manzat ;
- 1, 2, 3, section XN, commune de Manzat ;

Dans ce périmètre de protection éloignée, toute nouvelle construction devra être raccordée à un réseau d'assainissement collectif ou semi-collectif. Toutes les activités d'élevage et autres activités agricoles devront respecter le code de bonnes pratiques agricoles.

L'épandage de substances organiques telles que lisiers, purins, fumiers, jus d'ensilage et résidus verts, lactosérum, boue de station d'épuration ainsi que les eaux résiduaires domestiques devra être assujéti à un plan approuvé par l'autorité sanitaire.

L'implantation de dépôts d'hydrocarbures, de produits chimiques, l'ouverture de carrières, de décharges seront strictement réglementées

#### **B - Captage de Fondreux :**

Le contexte hydrogéologique et sanitaire du point d'eau ne justifie pas la mise en place de périmètre de protection éloignée.

### **ARTICLE 6 – Travaux**

La collectivité procédera à compter de la date de la notification du présent arrêté, aux dispositions et aux travaux suivants :

#### Dans un délai maximum d'un an :

- informer le public sur la qualité de l'eau distribuée et lui transmettre des recommandations de consommation, relatives au caractère agressif de l'eau ;
- rechercher tous les branchements et les canalisations publics en plomb et fournir un échéancier de leur remplacement à la direction départementale des affaires sanitaires et sociales ;
- inciter les propriétaires d'immeubles privés à rénover leurs réseaux intérieurs en plomb ;
- établissement ou remise en état des clôtures des périmètres de protection immédiate à une hauteur de 2,00 m et constituées de matériaux résistants à la corrosion et solides. Le SIAEP Sioule et Morge se rendra préalablement propriétaire des parcelles comprises dans ces périmètres. La matérialisation des périmètres de protection devra être

conçue pour empêcher le passage des hommes et des animaux et un portail d'une hauteur au moins égale à celle de la clôture devra être installé et fermé à clef. Un système d'identification adéquat sera installé sur le site afin de sensibiliser les usagers sur la protection de la ressource en eau ,

Dans un délai de deux ans :

Sur les périmètres de protection immédiate :

- concernant les périmètres de protection immédiate des captages de la Coussidière et Grenouilloux, la surface du périmètre devra être nivelée afin de supprimer toute rupture de pente : reprofilage du terrain naturel afin de lui donner une pente régulière avec suppression des dépressions. Les zones seront enherbées ; les arbres existants seront abattus mais pas dessouchés ;

- concernant les périmètres de protection immédiate du captage de Fondreux, la surface du périmètre devra être nivelée afin d'adoucir le talus situé en limite des parcelles 87 et 60. Cette opération permettra de réduire l'infiltration des eaux superficielles au droit du drain et facilitera l'entretien mécanisé du périmètre. La zone sera enherbée ; les arbres existants seront abattus mais pas dessouchés.

Travaux et/ou remise en état des ouvrages :

**\* Captage Fondreux :**

Le captage-réservoir doit être repris :

- remise en état de la maçonnerie extérieure et intérieure (étanchéité, jointement de fissures) ;
- mise en place d'une crépine sur la conduite de départ ;
- travaux divers visant à réduire les risques de contamination des eaux captées (nettoyage de la chambre sèche, renforcement des aérations avec mise en place de moustiquaires) ;
- mise en place d'un dispositif de protection de type clapet anti retour à la sortie du trop plein ;
- remise en état de l'échelle ;
- mise en place d'un système de traitement de désinfection.

**\* Captages de la Coussidière et Grenouilloux :**

Les travaux de réfection suivants sont à réaliser :

- mise en place d'une crépine sur la conduite de départ ;
- mise en place d'un dispositif de protection de type clapet anti retour à la sortie du trop plein ;
- travaux divers visant à réduire les risques de contamination des eaux captées (enlèvement de la mousse sur le bâti avec réhabilitation, nettoyage périodique de la chambre humide ...) ;
- mise en place de compteurs volumétriques ou de débitmètres sur ces ouvrages ;
- mise en place d'un système d'aération sur le regard de la Coussidière.

Dans un délai de 5 ans :

- la collectivité doit fournir au service de l'Etat (direction départementale des affaires sanitaires et sociales) copie des actes de mutation qui la rendent propriétaire du périmètre de protection immédiate et copie des pièces prouvant le versement des indemnités aux propriétaires et exploitants dont les parcelles situées dans le périmètre de protection rapprochée sont soumises à servitudes,

- à défaut d'accord amiable pour l'obtention des terrains sis dans le périmètre de protection immédiate, la collectivité devra demander l'arrêté de cessibilité des parcelles concernées au préfet ;

- une étude complémentaire devra être réalisée pour définir un plan d'action global afin d'apporter des solutions techniques adaptées permettant d'atteindre les limites et références de qualité au point de mise en distribution, notamment sur l'agressivité de l'eau. Les solutions techniques retenues devront être mises en application rapidement devant déboucher notamment sur l'installation d'un traitement de mise à l'équilibre de l'eau au niveau du départ de mélange des sources de Grenouilloux et La Coussidière ;

- une étude sur la faisabilité de recaptages des émergences dans la lave massive fissurée des deux sources de la Coussidière et Grenouilloux devra être engagée permettant d'avoir des ouvrages plus profonds et mieux protégés aux

points d'émergence. Les nouveaux ouvrages devront être réalisés dans les règles de l'art avec bac de décantation et chambre de visite ; les ouvrages de réception devront être déconnectés des points de captage. Lors de ces recaptages, une rédefinition des périmètres de protection immédiate par un hydrogéologue agréé tenant compte des conditions d'émergence s'imposera.

Le bénéficiaire établit un plan de récolement des installations à l'issue de la réalisation des travaux. Celui-ci est adressé au préfet (direction départementale des affaires sanitaires et sociales) dans un délai de 3 mois suivant l'achèvement des travaux.

#### **ARTICLE 7 – Indemnisations et droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent réservés. La collectivité devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers de l'eau de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

Conformément à l'article L.1321-3 du Code de la Santé Publique, l'indemnisation liée à la mise en place des servitudes des terrains sis dans les périmètres de protection rapprochée est à la charge du SIAEP Sioule et Morge. Ces indemnités sont fixées selon les règles applicables en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique et en cas de désaccord sur le montant, le juge de l'expropriation doit être saisi.

#### **ARTICLE 8 – Installations, ouvrages, travaux ou activités**

Si l'étude conclut à la faisabilité du recaptage des deux sources de la Coussidière et Grenouilloux, un dossier complet devra être déposé à la DDASS afin qu'un hydrogéologue agréé puisse redéfinir les nouveaux périmètres de protection immédiate débouchant sur un nouveau document d'autorisation préfectorale

A compter de la date du présent arrêté, tout propriétaire qui voudrait apporter une quelconque modification à ses installations, ouvrages, ou dépôts situés dans le périmètre de protection rapprochée ci-avant définis, devra faire connaître son intention à la direction départementale des affaires sanitaires et sociales, en précisant notamment les caractéristiques de son projet ainsi que les dispositions prévues pour parer aux risques de pollution éventuelle et devra fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

### **DISPOSITIONS DIVERSES**

#### **ARTICLE 9 – Modalités de la distribution de l'eau et suivi de la qualité de l'eau**

La collectivité veille au bon fonctionnement des systèmes de production, de traitement et de distribution. L'exploitant s'assure du maintien en permanence de la qualité de l'eau, notamment par ses propres analyses.

• Les ouvrages de captages et de stockage devront être maintenus en bon état et restés fonctionnels selon les modalités suivantes :

- Σ Les dispositifs d'ouverture devront être en bon état, étanches et fermant à clef ;
- Σ Les ouvrages seront rendus étanches vis à vis de la pénétration d'insectes et d'animaux indésirables (grilles moustiquaires sur les aérations, joints d'étanchéité sur les ouvertures...) ;
- Σ Les ouvrages devront comporter des dispositifs de vidange et de trop-plein, une crépine et, une vanne d'isolement ;
- Σ la conduite de sortie du trop-plein et/ou de vidange doit être équipée d'un dispositif anti intrusion pour les animaux indésirables.

Des robinets de prélèvement facilement accessibles doivent être installés au niveau des captages, des réservoirs et le cas échéant après traitement afin de réaliser le suivi analytique de l'eau mise en distribution. Ces robinets sont aménagés de façon à permettre :

- le remplissage des flacons : hauteur libre d'au moins 40 cm entre le robinet et le réceptacle ;
- le flambage du robinet ;
- l'identification de la nature et de la provenance de l'eau qui s'écoule (panonceau, plaque gravée).



Toutes les interventions (entretien courant, réparations, auto-contrôles...) devront être consignées dans un fichier sanitaire tenu à disposition des services de contrôle. L'exploitant doit tenir à jour également un registre d'exploitation et les plans et synoptiques des installations (captages, réservoirs, canalisations...).

Si une évolution défavorable et notable de la qualité des eaux brutes est observée, la recherche des causes de contamination doit être entreprise et les mesures de prévention mises en place.

Tout dépassement significatif d'une limite de qualité des eaux peut entraîner la révision de la présente autorisation. Des traitements complémentaires pourront être imposés, ou l'utilisation de cette eau en vue de la consommation humaine pourra être suspendue.

En application de l'article R 1321-11 du Code de la Santé Publique, toute modification des installations doit faire l'objet, dans les plus brefs délais, d'une déclaration accompagnée d'un dossier descriptif auprès du préfet (direction départementale des affaires sanitaires et sociales).

#### **ARTICLE 10 – Comptage de l'eau**

La collectivité doit être en mesure de fournir tout élément concernant la production (compteurs généraux aux captages et/ou aux réservoirs) et la consommation de l'eau chez les abonnés sur chacun des secteurs identifiés de la commune, en application de l'article L.214-8 du Code de l'Environnement

Elle doit veiller à limiter les prélèvements à ses stricts besoins pour limiter les impacts sur le milieu.

L'exploitant est tenu de conserver 3 ans les registres correspondant à ces mesures et les tenir à la disposition de l'autorité administrative.

#### **ARTICLE 11 – Contrôle du présent arrêté**

Le bénéficiaire de l'arrêté veille au respect de son application et est chargé du contrôle de la mise en œuvre des prescriptions et servitudes instituées.

Les agents des services de l'Etat chargés du contrôle ont constamment libre accès aux installations autorisées.

La direction départementale des affaires sanitaires et sociales est chargée, au titre de la police sanitaire, du contrôle de la qualité de l'eau et des installations de captage, de production et de distribution.

La direction départementale de l'équipement et de l'agriculture est chargée, au titre de la police de l'eau, du contrôle du débit dérivé, et du débit réservé dans le cas de prélèvement en eaux superficielles.

Les exploitants responsables des installations sont tenus de laisser à la disposition des services de contrôle, le fichier sanitaire et le registre d'exploitation.

#### **ARTICLE 12. Notification, publicité de l'arrêté et publication des servitudes :**

Le présent arrêté, annexé des états et des plans parcellaires, sera transmis au demandeur en vue :

- de sa mise en œuvre ;
- de la notification des servitudes qui grèvent les terrains à chaque propriétaire intéressé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ;
- d'une éventuelle publication des servitudes à la conservation des hypothèques dans un délai de trois mois.

Une mention de l'arrêté sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Puy de Dôme.

Le présent arrêté sera affiché en mairie de chacune des communes concernées pendant une durée minimale de deux mois (un procès-verbal de l'accomplissement des formalités d'affichage sera dressé par les soins des maires des communes concernées). Une mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans deux journaux locaux par les soins du Préfet.

La notification individuelle du présent arrêté sera faite sans délai aux propriétaires des terrains compris dans les périmètres de protection par lettre-recommandée avec accusé de réception. Le bénéficiaire de l'autorisation préfectorale est chargé d'effectuer ces formalités.

De plus, conformément au Code de l'Urbanisme (articles L.126-1 et R.126-1 à R.126-3), les servitudes instituées dans les périmètres de protection définis dans le présent arrêté seront reportées au plan des servitudes d'utilité publique du plan local d'urbanisme ou de la carte communale de la commune concernée, en vue d'être opposées à des demandes d'occupation du sol, dans un délai maximal de 3 mois, à compter de la date du présent arrêté.

Les servitudes instituées à l'article 5 pourront être soumises aux formalités de publicité foncière par publication du présent arrêté à la conservation des hypothèques dans un délai maximal de 3 mois à compter de la date de signature de l'arrêté. Celle-ci permet d'assurer la transmission des servitudes aux tiers et garantir la réalisation des obligations qui résultent du présent arrêté.

Le bénéficiaire transmet à la direction départementale des affaires sanitaires et sociales dans un délai de 6 mois après la date de la signature du présent arrêté, une note sur l'accomplissement des formalités concernant :

- la notification aux propriétaires des parcelles concernées par les périmètres de protection ;
- l'insertion de l'arrêté dans les documents d'urbanisme ;
- l'inscription aux hypothèques, le cas échéant.

### **ARTICLE 13 – Délais et droits des tiers**

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que les captages participent à l'approvisionnement des collectivités concernées dans les conditions fixées par celui-ci.

Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Clermont-Ferrand (6, Cours Sablon, 63000 CLERMONT-FERRAND).

• **En ce qui concerne la déclaration d'utilité publique**

En application de l'article R 421-1 du Code de Justice Administrative :

- par toute personne ayant intérêt pour agir, dans un délai de deux mois à compter de sa publication en mairie.

• **En ce qui concerne les servitudes publiques**

En application de l'article R 421-1 du Code de Justice Administrative :

- par les propriétaires concernés dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

• **En ce qui concerne le Code de l'Environnement**

En application des articles L.211-6, L.214-10, L 514-6 du Code de l'Environnement :

- par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de la publication,
- par les tiers, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage, ce délai étant le cas échéant prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

D'autre part, toute personne qui désire devoir contester le présent arrêté peut, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification saisir :

- d'un recours gracieux le Préfet du Puy-de-Dôme ; le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois vaut décision de rejet ;
- d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de la Santé ; le silence gardé pendant plus de deux mois vaut décision de rejet ;

Cette personne dispose alors d'un délai de deux mois pour se pourvoir devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand à compter du jour de l'expiration de la période de deux mois ou à compter de la réponse explicite de l'administration.

### **ARTICLE 14 – Arrêtés préfectoraux abrogés :**

L'arrêté préfectoral du 8 décembre 1967 est abrogé.

**ARTICLE 15 – Sanctions applicables en cas de non-respect de la protection des ouvrages**

• **Non-respect de la déclaration d'utilité publique**

Est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende, conformément à l'article L 1324-4 du Code de la Santé Publique, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique.

• **Dégradation, pollution d'ouvrages**

Est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende, conformément à l'article L 1324-5 du Code de la Santé Publique, le fait de :

- dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation,
- laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des conduites, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique.

**ARTICLE 16 – Exécution et ampliation**

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Puy-de-Dôme,  
Le Sous-préfet de Riom,  
Le Président du SIAEP Sioule et Morge,  
Le Maire de Manzat,  
Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales du Puy-de-Dôme,  
Le Directeur Départemental de l'Equipeement et de l'Agriculture du Puy-de-Dôme,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Puy-de-Dôme, et dont ampliation sera adressée :

Au Président du Conseil Général du Puy-de-Dôme,  
Au Directeur de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne,  
Au Directeur Régional de l'Environnement Auvergne,  
Au Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement Auvergne,  
Au Directeur de la Chambre d'Agriculture du Puy de Dôme.

**CERTIFIE CONFORME  
A L'ORIGINAL**

Fait à Clermont-Ferrand,

Le **27 MAI 2009**

Le Préfet

**Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général,**

**Frédéric VEAU**

ANNEXE 1 : état parcellaire des périmètres de protection immédiate et rapprochée

ANNEXE 2 : plans parcellaires des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée.

# **CAPTAGE LA COUSSIDIÈRE et CAPTAGE GRENOUILLOUX**

**Etat parcellaire**

**Propriétaires des parcelles contenues dans le périmètre immédiat de La Coussidière**  
**Code DDASS: 206HH02**

Identité des propriétaires	Date et lieu de naissance	Indications cadastrales									
		Commune	Section	N°	Lieu-dit	Contenance			Surface soumise à acquisition		
						ha	a	ca	ha	a	ca
Commune de Manzat	-	Manzat	ZH	80	La Coussidière		25	80		25	80

**Propriétaires des parcelles contenues dans le périmètre immédiat de Grenouilloux**  
**Code DDASS: 206HH01**

Identité des propriétaires	Date et lieu de naissance	Indications cadastrales									
		Commune	Section	N°	Lieu-dit	Contenance			Surface soumise à acquisition		
						ha	a	ca	ha	a	ca
Commune de Manzat	-	Manzat	ZH	9	Grenouilloux		25	00		25	00

Etat parcellaire

**Propriétaires des parcelles contenues dans le périmètre rapproché  
des captages de La Coussière (206HH02) et Grenouilloux (206HH01)**

Identité des propriétaires	Date et lieu de naissance	Indications cadastrales									
		Commune	Section	N°	Lieu-dit	Contenance			Surface soumise à servitude		
						ha	a	ca	ha	a	ca
SARDIER Jean Croizet 63410 MANZAT	Le 12/12/1934 à Manzat	Manzat	ZH	1	La Fougousse	1	80	70	1	80	70
SARDIER Jean Croizet 63410 MANZAT	Le 12/12/1934 à Manzat	Manzat	ZH	2	La Fougousse		36	80		36	80
Habitants de Croizet	-	Manzat	ZH	3	La Fougousse	1	07	60	1	07	60
CHAMPAGNOL Albert Croizet 63410 MANZAT	Le 17/11/1929 à Saint Angel	Manzat	ZH	4	La Fougousse		82	40		82	40
LANNAREIX Marcel La Varcille 63410 VITRAC	Le 01/11/1945 à Riom	Manzat	ZH	5	La Fougousse		63	20		63	20
FALVARD Marie 7 rue de Baraban 63350 MARINGUES	Le 09/05/1931 à Manzat	Manzat	ZH	6	La Fougousse		40	70		40	70
CHAMPAGNOL Albert Croizet 63410 MANZAT	Le 17/11/1929 à Saint Angel	Manzat	ZH	7	La Fougousse		62	40		62	40
GARDE Jean-Pierre Bonneval 63460 MONTCEL	Le 18/08/1941 à Montrison	Manzat	ZH	8	La Fougousse		60	50		60	50
PECOUL Madeleine La Biesse 63410 ST ANGEL	Le 16/05/1935 à saint Angel	Manzat	ZH	10	La Fougousse	1	31	90	1	31	90

**Etat parcellaire**

Identité des propriétaires	Date et lieu de naissance	Indications cadastrales									
		Commune	Section	N°	Lieu-dit	Contenance			Surface soumise à servitude		
						ha	a	ca	ha	a	ca
Habitants de La Coussidière	-	Manzat	ZH	12	La Fougousse	1	04	00	1	04	00
SARDIER Jean Croizet 63410 MANZAT	Le 12/12/1934 à Manzat	Manzat	ZH	13	La Fougousse		36	80		36	80
CHEFDEUILLE Albert Les Sattes 63410 CHARBONNIERES LES VIEILLES	Le 20/01/1927 à Charbonnière- les-Vieilles	Manzat	ZH	14	La Fougousse		32	90		32	90
FERAL Gilles 36 chemin des Croizets 63140 ST HYPOLYTE	Le 09/05/1945 à Loubeyrat	Manzat	ZH	15	La Fougousse		24	00		24	00
MARCHAL Jeanine La Coussidière 63410 MANZAT	Le 18/12/1936 à Manzat	Manzat	ZH	16	La Fougousse		52	10		52	10
BOURLET Jean-Bernard 19 rue Auguste Comte 18000 BOURGES	Le 01/04/1949 à Clermont- Ferrand	Manzat	ZH	17	La Fougousse		25	70		25	70
FALVARD Marie 7 rue de Baraban 63350 MARINGUES	Le 09/05/1931 à Manzat	Manzat	ZH	18	La Fougousse		64	80		64	80
NIZIEUX Odette Mais col la Rodade 63100 CLERMONT-FERRAND	Le 30/05/1923 à Manzat	Manzat	ZH	19	La Fougousse		21	60		21	60
Habitants de La Coussidière	-	Manzat	ZH	20	La Fougousse		64	40		64	40
GAILLOT Jeanne 12 clos Courtin 63460 COMBRONDE	Le 15/07/1932 à Manzat	Manzat	ZH	21	La Fougousse		49	00		49	00

# Etat parcellaire

Identité des propriétaires	Date et lieu de naissance	Indications cadastrales									
		Commune	Section	N°	Lieu-dit	Contenance			Surface soumise à servitude		
						ha	a	ca	ha	a	ca
SARDIER Jean Croizet 63410 MANZAT	Le 12/12/1934 à Manzat	Manzat	ZH	22	La Fougerousse	1	37	80	1	37	80
FALVARD Marie 7 rue de Baraban 63350 MARINGUES	Le 09/05/1931 à Manzat	Manzat	ZH	23	La Fougerousse		48	00		48	00
Habitants de La Coussidière	-	Manzat	ZH	24	La Fougerousse		29	70		29	70
BOURLET Jean-Bernard BOURGES	Le 01/04/1949 à Clermont-Ferrand	Manzat	ZH	38	Les Buges	1	03	50	1	03	50
MESSAGE Bernadette Croizet 63410 MANZAT	Le 10/02/1948 à Clermont-Ferrand	Manzat	ZH	39	Les Buges		76	80		76	80
VEYCHARD Marcelle Croizet 63410 MANZAT	Le 23/04/1922 à Saint Angel	Manzat	ZH	40	Les Buges		53	36		53	36
BRUN Michèle Croizet 63410 MANZAT	Le 17/02/1945 à Clermont-Ferrand	Manzat	ZH	41	Les Buges	1	39	10	1	39	10
GIODANO Lucette 19 rue de La Pelivière 63119 CHATEAUGAY	Le 16/04/1948 à Riom	Manzat	ZH	42	Les Buges		22	10		22	10
GAILLOT Jeanne 12 clos Courtin 63460 COMBRONDE	Le 15/07/1932 à Manzat	Manzat	ZH	43	Les Buges		25	10		25	10
NIZIEUX Odette Mais col la Rodade 63100 CLERMONT-FERRAND	Le 30/05/1923 à Manzat	Manzat	ZH	44	Les Buges		82	30		82	30
BRUN Michèle Croizet 63410 MANZAT	Le 17/02/1945 à Clermont-Ferrand	Manzat	ZH	45	Les Buges		51	70		51	70
NIZIEUX Odette Mais col la Rodade 63100 CLERMONT-FERRAND	Le 30/05/1923 à Manzat	Manzat	ZH	46	Les Buges	2	17	50	1	00	00
Habitants de Croizet	-	Manzat	ZH	48	Les Buges	2	66	40	2	66	40



**Etat parcellaire**

Identité des propriétaires	Date et lieu de naissance	Indications cadastrales									
		Commune	Section	N°	Lieu-dit	Contenance			Surface soumise à servitude		
						ha	a	ca	ha	a	ca
BATTEUX Gilbert 63780 ST GEORGES	Le 15/07/1913 à Manzat	Manzat	ZH	50	Les Buges		10	70		10	70
BESACIER Maurice Les Greniers 63410 LOUBEYRAT	Le 12/12/1950 à Youx	Manzat	ZH	51	Les Buges			26	00		26 00
ASTAIX Henri Croizet 63410 MANZAT	Le 18/07/1930 à Manzat	Manzat	ZH	52	Les Buges			58	50		58 50
COLOMBIER Bernard Les Sardiers 63410 MANZAT	Le 17/06/1965 à Riom	Manzat	ZH	53	Les Buges	1	00	40	1	00	40
ROUSSELET Jean Les Cheix 63410 MANZAT	Le 13/01/1964 à Riom	Manzat	ZH	54	Les Buges			66	30		66 30
SENETAIRE Alice Rue Gilbert Duverger 63410 MANZAT	Le 27/02/1938 aux Martres de Veyre	Manzat	ZH	55	Les Buges			7	10		7 10
CHAMPAGNOL Albert Croizet 63410 MANZAT	Le 13/11/1929 à Saint Angel	Manzat	ZH	56	Les Buges	1	61	60	1	61	60
MARCHAL Christophe La Coussidière 63410 MANZAT	Le 31/05/1968 à Clermont-Ferrand	Manzat	ZH	57	Les Buges	1	26	00	1	26	00
MARCHAL Christophe La Coussidière 63410 MANZAT	Le 31/05/1968 à Clermont-Ferrand	Manzat	ZH	59	Les Buges		18	10		18	10
Habitants de La Coussidière	-	Manzat	ZH	60	Les Buges	4	61	40	4	61	40
BRUN Michèle Croizet 63410 MANZAT	Le 17/02/1945 à Clermont-Ferrand	Manzat	ZH	61	Les Buges		85	80		85	80

# Etat parcellaire

Identité des propriétaires	Date et lieu de naissance	Indications cadastrales									
		Commune	Section	N°	Lieu-dit	Contenance			Surface soumise à servitude		
						ha	a	ca	ha	a	ca
BONY Aimé Les Forges 63410 CHARBONNIERES LES VIEILLES	Le 17/01/1946 à Riom	Manzat	ZH	62	Lau Planeix		69	25		69	25
EDIEUX Monique Allée des Pommiers 63410 MANZAT	Le 15/06/1942 à Manzat	Manzat	ZH	63	Lau Planeix		83	20		83	20
MARCHAL Christophe La Coussidière 63410 MANZAT	Le 31/05/1968 à Clermont-Ferrand	Manzat	ZH	64	Lau Planeix	1	02	00	1	02	00
ASTAIX Henri Croizet 63410 MANZAT	Le 18/07/1930 à Manzat	Manzat	ZH	65	Lau Planeix		88	30		88	30
CHAMBREUIL André Les Tarvelles 63410 MANZAT	Le 04/12/1949 à Riom	Manzat	ZH	66	Lau Planeix	2	46	40	2	46	40
ROUSSELET André Les Cheix 63410 MANZAT	Le 02/07/1927 à Combronde	Manzat	ZH	67	Lau Planeix		56	90		56	90
ROUSSELET Jean Les Cheix 63410 MANZAT	Le 13/01/1964 à Riom	Manzat	ZH	68	Lau Planeix		93	50		93	50
BOURLET Jean-Bernard 19 rue Auguste Comte 18000 BOURGES	Le 01/04/1949 à Clermont-Ferrand	Manzat	ZH	69	Lau Planeix	1	43	20	1	43	20
Habitants de Croizet	-	Manzat	ZH	70	Lau Planeix		25	20		25	20
Habitants de Croizet	-	Manzat	ZH	71	Champ de l'Etable	1	68	30	1	68	30
FONTENILLE Jean Laisles 63410 CHARBONNIERES LES VIEILLES		Manzat	ZH	72	Champ de l'Etable		35	50		35	50

**HENOU HYDROGEOLOGUE CONSEIL**

4, rue Jean- Jacques Rousseau

63170 AUBIERE

Tél.: 04 73 26 58 94 Fax: 04 73 27 61 45

# Etat parcellaire

Identité des propriétaires	Date et lieu de naissance	Indications cadastrales										
		Commune	Section	N°	Lieu-dit	Contenance			Surface soumise à servitude			
						ha	a	ca	ha	a	ca	
PAPUT Annick 10 imp. De Borriassol 63200 MENETROL	Le 02/09/1951 à Riom	Manzat	ZH	73	Champ de l'Etable		83	70			83	70
SARDIER Jean Croizet 63410 MANZAT	Le 12/12/1934 à Manzat	Manzat	ZH	74	Champ de l'Etable	1	14	00	1		14	00
ROUSSELET Jean Les Cheix 63410 MANZAT	Le 13/01/1964 à Riom	Manzat	ZH	75	Champ de l'Etable	1	10	30	1		10	30
DESEVEAUX Antoine Les Cheix 63410 MANZAT	Le 26/10/1936 à Pionsat	Manzat	ZH	76	Champ de l'Etable	1	06	60	1		06	60
Habitants de Croizet	-	Manzat	ZH	77	Champ de l'Etable		69	40			69	40
RANCE Noël La Coussidière 63410 MANZAT	Le 26/12/1928 à Manzat	Manzat	ZH	78	La Fougrousse		26	50			26	50
SARDIER Jean Croizet 63410 MANZAT	Le 12/12/1934 à Manzat	Manzat	ZH	83	La Fougrousse		35	40			35	40
Habitants de La Coussidière	-	Manzat	ZH	84	La Fougrousse		18	05			18	05
BRUN Michèle Croizet 63410 MANZAT	Le 17/02/1945 à Clermont-Ferrand	Manzat	ZH	85	Champ de l'Etable		20	90			20	90
Commune de Manzat	-	Manzat	ZH	86	Les Buges		50	70			50	70
Commune de Manzat	-	Manzat	ZH	88	Les Buges		18	40			18	40
Commune de Manzat	-	Manzat	ZH	89	Les Buges		2	00			2	00
Commune de Manzat	-	Manzat	ZH	90	La Fougrousse		20	10			20	10

**HENOU HYDROGEOLOGUE CONSEI**

4, rue Jean- Jacques Rousseau

63170 AUBIERE

Tél.: 04 73 26 58 94 Fax: 04 73 27 61 45

# Etat parcellaire

Identité des propriétaires	Date et lieu de naissance	Manzat									
		Commune	Section	N°	Lieu-dit	Contenance			Surface soumise à servitude		
						ha	a	ca	ha	a	ca
Commune de Manzat	-	Manzat	ZH	93	Lau Planeix		45	80		45	80
Commune de Manzat	-	Manzat	ZH	94	Champs de l'Etable		4	30		4	30
Commune de Manzat	-	Manzat	ZH	95	Champ de l'Etable		31	70		31	70
FALVARD Marie 7 rue de Baraban 63350 MARINGUES	Le 09/05/1931 à Manzat	Manzat	ZH	96	La Fougerousse		49	70		49	70
LAMBERTECHE Hélène Croizet 63410 MANZAT	Le 17/02/1920 à Lyon	Manzat	ZH	98	Les Buges		7	10		7	10
Habitants de Croizet	-	Manzat	ZD	37	Champ du Bois		24	20		24	20
Groupeement forestier les Chazeaux La Garde 63230 CHAPDES BEAUFORT	-	Manzat	ZD	38	Champ du Bois		67	10		67	10
RANCE Noël La Coussidière 63410 MANZAT	Le 26/12/1928 à Manzat	Manzat	ZD	40	Champ du Bois	1	38	00	1	38	00
LEVADOUX Marie 16 route de Volvic 63410 ST HYPPOLYTE	Le 31/07/1932 à Manzat	Manzat	ZD	41	Champ du Bois		93	50		93	50
ROUSSELET André Les Cheix 63410 MANZAT	Le 02/07/1927 à Combronde	Manzat	ZD	42	Champ du Bois		97	20		97	20
ASTAIX Henri Croizet 63410 MANZAT	Le 18/07/1930 à Manzat	Manzat	ZD	43	Champ du Bois		36	80		36	80
CHAMBREUIL Christian Les Taravelles 63410 MANZAT	Le 16/02/1956 à Riom	Manzat	ZD	44	Champ du Bois		44	40		44	40

**Etat parcellaire**

Identité des propriétaires	Date et lieu de naissance	Indications cadastrales									
		Commune	Section	N°	Lieu-dit	Contenance			Surface soumise à servitude		
						ha	a	ca	ha	a	ca
DE MARCHI Monique 62 av. des Hêtres 91170 VIRY CHATILLON	Le 28/12/1944 à Paris	Manzat	ZD	45	Champ du Bois	1	31	60	1	31	60
ECLACHE Denis Les Cheix 63410 MANZAT	Le 27/11/1953 à Riom	Manzat	ZD	47	Champ du Bois	1	04	90	1	04	90
DELSOL Solange 39 rue Lean-Jaurès 91130 RIS ORANGIS	Le 25/02/1939 à Paris	Manzat	ZD	48	Champ du Bois	1	09	30	1	09	30
Commune de Manzat	-	Manzat	ZD	93	Champ du Bois		7	20		7	20
DETRUY Françoise La Roche 63410 Manzat	Le 18/10/1931 à Paris	Manzat	XK (ZI )	33 (55)	Les Taravelles		74	52		74	52
DETRUY Françoise La Roche 63410 Manzat	Le 27/05/1949 à Manzat	Manzat	ZI	56	Cheire Michaux	9	66	50	9	66	50
VAUGIEN Jean-François La Roche 63410 MANZAT	Le 03/05/1953 à Riom	Manzat	ZI	57	Cheire Michaux		93	15		93	15
CHAMBREUIL Alain 9 sq. du 8 mai 60200 COMPIEGNE	Le 23/11/1932	Manzat	ZI	58	Cheire Michaux	2	52	35	2	52	35
DEQUAIRE Marie Le Theillot 63390 CHATEAUNEUF LES BAINS	Le 16/04/1954 à Clermont-Ferrand	Manzat	ZI	59	Cheire Michaux	1	60	35	1	60	35
RANCE Guy Les Forges 63410 CHARBONNIERES LES VIEILLES	Le 16/04/1954 à Clermont-Ferrand	Manzat	ZI	60	Cheire Michaux		90	00		90	00
DUREL Jeannine Les Noyers 63410 MANZAT	Le 26/06/1935 à Manzat	Manzat	ZI	61	Cheire Michaux	1	56	25	1	56	25

# Etat parcellaire

Identité des propriétaires	Date et lieu de naissance	Indications cadastrales									
		Commune	Section	N°	Lieu-dit	Contenance			Surface soumise à servitude		
						ha	a	ca	ha	a	ca
BOYER Jean Les Cheix 63410 MANZAT	Le 30/07/1928 à Manzat	Manzat	ZI	62	Cheire Michaux	1	58	70	1	58	70
ROUSSELET Jean Les Cheix 63410 MANZAT	Le 13/01/1964 à Riom	Manzat	ZI	63	Cheire Michaux		31	60		31	60
MAZERON Michel Les Cheix 63410 MANZAT	Le 27/10/1964 à Riom	Manzat	ZI	64	Cheire Michaux	1	64	40	1	64	40
ECLACHE Denis Les Cheix 63410 MANZAT	Le 27/11/1953 à Riom	Manzat	ZI	65	Cheire Michaux		63	00		63	00
ROUSSELET André Les Cheix 63410 MANZAT	Le 02/07/1927 à Combronde	Manzat	ZI	66	Cheire Michaux	1	76	40	1	76	40
CHAMBREUIL Christian Les Taravelles 63410 MANZAT	Le 16/02/1956	Manzat	ZI	67	Cheire Michaux		60	65		60	65
ECLACHE Yves Les Cheix 63410 MANZAT	Le 13/09/1958 à Riom	Manzat	ZI	68	Cheire Michaux	4	38	45	4	38	45
ZAMBONETTI FRANCESCO Route de Riom 63410 MANZAT	Le 05/10/1932 à Gromo (Italie)	Manzat	ZI	69	Roche Regnat	1	99	20	1	99	20
DELSOL Ludovic 41 allée Maurice Piketty 77310 ST FARGEAU PONTTHIERRY	Le 07/05/1966 à Savigny-sur-Orge (78)	Manzat	ZI	70	Roche Regnat		36	45		36	45
SERVOIR Paul La Brousse 63410 CHARBONNIERES LES VIEILLES	Le 17/04/1943 à Gannat	Manzat	ZI	71	Roche Regnat		31	05		31	05
DEQUAIRE Marie Le Theillot 63390 CHATEAUNEUF LES BAINS	Le 23/11/1932	Manzat	ZI	72	Roche Regnat		59	30		59	30

**HENOU HYDROGEOLOGUE CONSEIL**

4, rue Jean- Jacques Rousseau

63170 AUBIERE

Tél.: 04 73 26 58 94 Fax: 04 73 27 61 45

# Etat parcellaire

Identité des propriétaires	Date et lieu de naissance	Indications cadastrales									
		Commune	Section	N°	Lieu-dit	Contenance			Surface soumise à servitude		
						ha	a	ca	ha	a	ca
CHAMBREUIL Alain 9 sq. du 8 mai 60200 COMPIEGNE	Le 03/05/1953 à Riom	Manzat	ZI	76	Roche Regnat		64	25		64	25
BRUN Denise La Biesse 63410 ST ANGEL	Le 24/02/1933 à Manzat	Manzat	ZI	77	Roche Regnat	1	33	35	1	33	35
Commune de Manzat	-	Manzat	ZI	81	Cheire Michaux		43	60		43	60
Commune de Manzat	-	Manzat	ZI	85	Cheire Michaux		25	50		25	50
Veychard Paul 26 bd Etienne Clémentel 63200 RIOM	Le 25/01/1934 à Manzat	Manzat	ZN	9	La Croze		53	70		53	70
AMBLARD Josette 18 rue du Terme 63140 ST HIPPOLYTE	Le 20/03/1944 à Manzat	Manzat	ZN	26	La Croze	2	08	20	2	08	20
TIPHINE Pierre 16 rue Breguet 75011 PARIS	Le 23/10/1948 au Maroc	Manzat	XM (ZN)	2 (27)	La Croze		99	40		99	40
Veychard Paul 26 bd Etienne Clémentel 63200 RIOM	Le 25/01/1934 à Manzat	Manzat	ZN	28	La Croze		41	60		41	60
COUPAT Jean-Michel La Léchère 63410 MANZAT	Le 22/10/1955 à Riom	Manzat	ZN	29	La Croze		43	40		43	40
GUIGNABODET Rolande Allée des Thuyas 63410 MANZAT	Le 30/06/1952 à Riom	Manzat	ZN	30	Grand Bois		70	00		70	00
RANCE Guy Les Forges 63410 CHARBONNIERES LES VIEILLES	Le 16/04/1954 Clermont-Ferrand	Manzat	ZN	31	Grand Bois		27	10		27	10

**HENOU HYDROGEOLOGUE CONSEI**

4, rue Jean- Jacques Rousseau  
63170 AUBIERE

Tél.: 04 73 26 58 94 Fax: 04 73 27 61 45

# Etat parcellaire

Identité des propriétaires	Date et lieu de naissance	Indications cadastrales									
		Commune	Section	N°	Lieu-dit	Contenance			Surface soumise à servitude		
						ha	a	ca	ha	a	ca
Groupement forestier les Chazeaux La Garde 63230 CHAPDES BEAUFORT  Habitants des Noyers  EDIEUX Monique Allée des Pommiers 63410 MANZAT  TOURNAIRE Alain Le Fromental 63410 MANZAT  SABY Maurice Route de Riom 63410 MANZAT  IZARD Jean 11 rue de Riom 63000 CLERMONT-FERRAND  BATTEUX Edmond Mérilhat 63410 MANZAT  FERRY Benoît 31 rue des Cordeliers 63100 CLERMONT-FERRAND  FERRY Hélène Touzet 63410 MANZAT  SARDIER Lucie Rue Jean Moulin 31170 TOURNEFEUILLE  MARTIN Paul Route des Combrailles 63410 MANZAT  PERSILIER Patrick 14 rue du Général Tailhardat 63460 COMBRONDE	-	Manzat	ZN	32	Grand Bois		48	70		48	70
	-	Manzat	ZN	33	Grand Bois	1	21	70	1	21	70
	Le 15/06/1942 à Manzat	Manzat	ZN	34	Grand Bois		72	40		72	40
	Le 10/02/1969 à Clermont-Ferrand	Manzat	ZN	35	Grand Bois		42	20		42	20
	Le 21/03/27 à Manzat	Manzat	ZN	37	Grand Bois	1	25	80	1	25	80
	Le 09/04/1923 à Montmaur (11)	Manzat	ZN	38	Grand Bois		42	10		42	10
	Le 05/12/1947 à Clermont-Ferrand	Manzat	ZN	39	Grand Bois		45	60		45	60
	Le 05/08/1960 à Clermont-Ferrand	Manzat	ZN	40	Grand Bois		28	40		28	40
	Le 27/10/1919 à St Georges	Manzat	ZN	41	Grand Bois		23	20		23	20
	Le 17/08/1930 en Allemagne	Manzat	ZN	42	Grand Bois	1	10	10	1	10	10
	Le 08/10/1928 à Charbonnière les Vieilles	Manzat	ZN	43	Grand Bois		23	00		23	00
	Le 26/08/1952 à Combronde	Manzat	ZN	44	Grand Bois		21	60		21	60



# Etat parcellaire

Identité des propriétaires	Date et lieu de naissance	Indications cadastrales									
		Commune	Section	N°	Lieu-dit	Contenance			Surface soumise à servitude		
						ha	a	ca	ha	a	ca
DETRUY Françoise 19 bd Desaix 63200 RIOM	Le 18/10/1931 à Paris	Manzat	ZN	45	Grand Bois	3	54	60	3	54	60
RAVEAU André 45200 MONTARGIS	Le 11/05/1909 à Chalons sur Marne	Manzat	ZN	46	Grand Bois		9	20		9	20
PELISSIER Bernard 2 rue Bourzeix 63000 CLERMONT-FERRAND	Le 06/09/1950 à Riom	Manzat	ZN	47	Grand Bois		77	50		77	50
DUREL Jeannine Les Noyers 63410 MANZAT	Le 26/06/1935 à Manzat	Manzat	ZN	48	Grand Bois		84	40		84	40
MARTIN Paul Route des Combrailles 63410 MANZAT	Le 08/10/1928 à Charbonnière le Vieille	Manzat	ZN	49	Grand Bois		19	90		19	90
MARTIN Paul Route des Combrailles 63410 MANZAT	Le 08/10/1928 à Charbonnière le Vieille	Manzat	ZN	50	Grand Bois		64	80		64	80
RANCE Guy Les Forges 63410 CHARBONNIERES LES VIEILLES	Le 16/04/1954 à Clermont- Ferrand	Manzat	ZN	51	Grand Bois	1	36	10	1	36	10
SARDIER Michel 15 rue Pasteur 63140 CHATEL GUYON	Le 29/10/1911 à Manzat	Manzat	ZN	52	Grand Bois		15	60		15	60
Commune de Manzat	-	Manzat	ZN	101	Grand Bois		7	90		7	90
Habitants des Noyers	-	Manzat	XL (ZO)	6 (8)	Les Noyers	1	23	38	1	23	38

**HENOU HYDROGEOLOGUE CONSEI**

4, rue Jean- Jacques Rousseau

63170 AUBIERE

Tél.: 04 73 26 58 94 Fax: 04 73 27 61 45

# CAPTAGE FONDREUX

Etat parcellaire

Propriétaires des parcelles contenues dans le périmètre immédiat  
Code DDASS: 063206AA1

Identité des propriétaires	Date et lieu de naissance	Indications cadastrales									
		Commune	Section	N°	Lieu-dit	Contenance			Surface soumise à acquisition		
						ha	a	ca	ha	a	ca
MURAT Jean-Marc 6 rue Paul Hacault 28160 BROU	Le 04/04/1979 à Riom	Manzat	ZW	60	Terre de la Croix	2	47	40		8	76
Commune de Manzat	-	Manzat	ZW	62	Terre de la Croix		18	30		18	30
FAURE Pierre Les Sannaïres 63410 MANZAT	Le 27/07/1943 à Riom	Manzat	ZW	87	Terre de la Croix	4	00	04		21	20

Etat parcellaire

**Propriétaires des parcelles contenues dans le périmètre rapproché**  
**Code DDASS: 063206AA1**

Identité des propriétaires	Date et lieu de naissance	Indications cadastrales									
		Commune	Section	N°	Lieu-dit	Contenance			Surface soumise à servitude		
						ha	a	ca	ha	a	ca
BATISSE Loïc Les Mas 63410 VITRAC	Le 17/05/1977 à Riom	Manzat	ZW	38	Bois du Pin		78	00		78	00
SARDIER Lucie Rue Jean Moulin 31170 TOURNEFEUILLE	Le 17/08/1930 en Allemagne	Manzat	ZW	52	Chatrezet	17	00	43	0	24	00
Société agricole et forestière d'Auvergne 5 allée des Noyers 63140 CHATEL GUYON	-	Manzat	ZW	55	Chatrezet	7	10	00	1	28	00
MURAT Jean-Marc 6 rue Paul Hacault 28160 BROU	Le 04/04/1979 à Riom	Manzat	ZW	60	Terre de La Croix	2	47	40	2	38	64
FAURE Pierre Les Sannaires 63410 MANZAT	Le 27/07/1943 à Riom	Manzat	ZW	87	Terre de La Croix	4	00	04	3	78	84
SARDIER Lucie Rue Jean Moulin 31170 TOURNEFEUILLE	Le 17/08/1930 en Allemagne	Manzat	ZX	19	La Champ	25	16	00	3	26	80



## ANNEXE n  2

### Servitude d'Utilité Publique I3

- Textes relatifs à la servitude I3

## G A Z

### I - GÉNÉRALITÉS

Servitudes relatives à l'établissement des canalisations de transport et de distribution de gaz.

Servitudes d'ancrage, d'appui, de passage sur les terrains non bâtis, non fermés ou clos de murs ou de clôtures équivalentes.

Loi du 15 juin 1906 (art. 12) modifiée par les lois du 19 juillet 1922, du 13 juillet 1925 (art. 298) et du 4 juillet 1935, les décrets du 27 décembre 1925, 17 juin et 12 novembre 1958 et n° 67-885 du 6 octobre 1967.

Article 35 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz.

Ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 (art. 60) relative à l'expropriation portant modification de l'article 35 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946.

Décret n° 67-886 du 6 octobre 1967 sur les conventions amiables portant reconnaissance des servitudes de l'article 12 de la loi du 15 juin 1906 et confiant au juge de l'expropriation la détermination des indemnités dues pour imposition des servitudes.

Décret n° 85-1108 du 15 octobre 1985 relatif au régime des transports de gaz combustibles par canalisations abrogeant le décret n° 64-81 du 23 janvier 1964.

Décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985 modifiant le décret n° 70-492 du 11 juin 1970 pris pour l'application de l'article 35 modifié de la loi du 8 avril 1946 concernant la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement de servitudes ainsi que des conditions d'établissement desdites servitudes.

Ministère de l'industrie et de l'aménagement du territoire (direction générale de l'énergie et des matières premières, direction du gaz et de l'électricité et du charbon).

### II. - PROCÉDURE D'INSTITUTION

#### A. - PROCÉDURE

Les servitudes d'ancrage, d'appui, de passage sur les terrains non bâtis, non fermés ou clos de murs ou de clôtures équivalentes bénéficient aux ouvrages déclarés d'utilité publique (art. 35 de la loi du 8 avril 1946) à savoir :

- canalisations de transport de gaz et installations de stockage souterrain de gaz combustible ;
- canalisations de distribution de gaz et installations de stockage en surface annexes de la distribution.

La déclaration d'utilité publique en vue de l'exercice des servitudes, sans recours à l'expropriation, est obtenue conformément aux dispositions du chapitre III du décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985. Elle est prononcée soit par arrêté préfectoral ou arrêté conjoint des préfets des départements intéressés, soit par arrêté du ministre chargé du gaz ou par arrêté conjoint du ministre chargé du gaz et du ministre chargé de l'urbanisme, selon les modalités fixées par l'article 9 du décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985.

La procédure d'établissement des servitudes est définie par le décret du 11 juin 1970 en son titre II.

A défaut d'accord amiable, le distributeur adresse au préfet, par l'intermédiaire de l'ingénieur chargé du contrôle, une requête pour l'application des servitudes, accompagnée d'un plan et d'un état parcellaire indiquant les propriétés qui doivent être atteintes par les servitudes. Le préfet prescrit alors une enquête publique dont le dossier est transmis aux maires des communes intéressées et notifié au demandeur. Les maires intéressés donnent avis de l'ouverture de l'enquête et notifient aux propriétaires concernés, les travaux projetés (art. 13 du décret du 11 juin 1970).

Le demandeur après avoir eu connaissance des observations présentées au cours de l'enquête, arrête définitivement son projet, lequel est transmis avec l'ensemble du dossier au préfet, qui institue par arrêté les servitudes que le demandeur est autorisé à exercer après l'accomplissement des formalités de publicité mentionnées à l'article 18 du décret du 11 juin 1970 et visées ci-dessous en C.

*Remarque :* dans la plupart des cas, il est passé entre le concessionnaire et les propriétaires intéressés des conventions de servitudes amiables. Ces conventions remplacent les formalités mentionnées ci-dessus et produisent les mêmes effets que l'arrêté préfectoral d'approbation du projet de détail des tracés (art. 1<sup>er</sup> du décret n° 67-886 du 6 octobre 1967).

## B. - INDEMNISATION

Des indemnités ne sont dues que s'il y a eu préjudice. Elles sont versées au propriétaire ou à l'exploitant pour le dédommager des troubles temporaires qu'il doit subir pendant l'exécution des travaux de pose. Si le propriétaire lorsqu'il est distinct de l'exploitant, ou l'exploitant lui-même, peut faire valablement état d'un préjudice permanent, une indemnité lui sera également versée. En fait, les canalisations de gaz une fois posée n'entraînent pratiquement aucun dommage permanent en dehors d'un droit de surveillance dont dispose le transporteur ou le distributeur (qui s'exerce environ une fois par an).

Les indemnités sont versées en une seule fois.

En cas de litige, l'indemnité est fixée par le juge de l'expropriation, conformément aux articles 2 et 3 du décret du 6 octobre 1967 (art. 20 du décret du 11 juin 1970).

Elles sont à la charge du transporteur ou du distributeur.

## C. - PUBLICITÉ

Se référer à la même rubrique de la fiche « électricité ».

# III. - EFFETS DE LA SERVITUDE

## A. - PRÉROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

### 1° Prérogatives exercées directement par la puissance publique

Droit pour le bénéficiaire d'établir à demeure des canalisations souterraines sur des terrains privés non bâtis qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes.

Droit pour le bénéficiaire de procéder à des abattages d'arbres ou à des élagages de branches lors de la pose des conduites.

### 2° Obligations de faire imposées au propriétaire

Néant.

## B. - LIMITATIONS AU DROIT D'UTILISER LE SOL

### 1° Obligations passives

Obligation pour les propriétaires de réserver le libre passage et l'accès aux agents de l'entreprise exploitante pour la pose, l'entretien et la surveillance des installations. Ce droit de passage ne doit être exercé qu'en cas de nécessité à des heures normales et après en avoir prévenu les intéressés, dans toute la mesure du possible.



## ANNEXE n  3

### Servitude d'Utilité Publique I4

- Textes relatifs à la servitude I4



# ÉLECTRICITÉ

## I. - GÉNÉRALITÉS

Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques.

Servitude d'ancrage, d'appui, de passage, d'élagage et d'abattage d'arbres.

Loi du 15 juin 1906, article 12, modifiée par les lois du 19 juillet 1922, du 13 juillet 1925 (art. 298) et du 4 juillet 1935, les décrets des 27 décembre 1925, 17 juin et 12 novembre 1938 et le décret n° 67-885 du 6 octobre 1967.

Article 35 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 portant nationalisation de l'électricité et du gaz.

Ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 (art. 60) relative à l'expropriation portant modification de l'article 35 de la loi du 8 avril 1946.

Décret n° 67-886 du 6 octobre 1967 sur les conventions amiables portant reconnaissance des servitudes de l'article 12 de la loi du 15 juin 1906 et confiant au juge de l'expropriation la détermination des indemnités dues pour imposition des servitudes.

Décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985 modifiant le décret n° 70-492 du 11 juin 1970 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 35 modifié de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946, concernant la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement de servitudes ainsi que les conditions d'établissement desdites servitudes.

Circulaire n° 70-13 du 24 juin 1970 (mise en application des dispositions du décret du 11 juin 1970) complétée par la circulaire n° LR-J/A-033879 du 13 novembre 1985 (nouvelles dispositions découlant de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 sur la démocratisation des enquêtes publiques et du décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour son application).

Ministère de l'industrie et de l'aménagement du territoire (direction générale de l'industrie et des matières premières, direction du gaz, de l'électricité et du charbon).

## II. - PROCÉDURE D'INSTITUTION

### A. - PROCÉDURE

Les servitudes d'ancrage, d'appui, de passage, d'élagage et d'abattage d'arbres bénéficient :

- aux travaux déclarés d'utilité publique (art. 35 de la loi du 8 avril 1946) ;
- aux lignes placées sous le régime de la concession ou de la régie réalisée avec le concours financier de l'Etat, des départements, des communes ou syndicats de communes (art. 298 de la loi du 13 juillet 1925) et non déclarées d'utilité publique (1).

La déclaration d'utilité publique des ouvrages d'électricité en vue de l'exercice des servitudes est obtenue conformément aux dispositions des chapitres I<sup>er</sup> et II du décret du 11 juin 1970 modifié par le décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985.

La déclaration d'utilité publique est prononcée :

- soit par arrêté préfectoral ou arrêté conjoint des préfets des départements intéressés et en cas de désaccord par arrêté du ministre chargé de l'électricité, en ce qui concerne les ouvrages de distribution publique d'électricité et de gaz et des ouvrages du réseau d'alimentation générale en énergie électrique ou de distribution aux services publics d'électricité de tension inférieure à 225 kV (art. 4, alinéa 2, du décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985) ;

(1) Le bénéfice des servitudes instituées par les lois de 1906 et de 1925 vaut pour l'ensemble des installations de distribution d'énergie électrique, sans qu'il y ait lieu de distinguer selon que la ligne dessert une collectivité publique ou un service public ou une habitation privée (Conseil d'Etat, 1<sup>er</sup> février 1985, ministre de l'industrie contre Michaud : req. n° 36313).

- soit par arrêté du ministre chargé de l'électricité ou arrêté conjoint du ministre chargé de l'électricité et du ministre chargé de l'urbanisme s'il est fait application des articles L. 123-8 et R. 123-35-3 du code de l'urbanisme, en ce qui concerne les mêmes ouvrages visés ci-dessus, mais d'une tension supérieure ou égale à 225 kV (art. 7 du décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985).

La procédure d'établissement des servitudes est définie par le décret du 11 juin 1970 en son titre II (le décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985 modifiant le décret du 11 juin 1970 n'a pas modifié la procédure d'institution des dites servitudes). La circulaire du 24 juin 1970 reste applicable.

A défaut d'accord amiable, le distributeur adresse au préfet par l'intermédiaire de l'ingénieur en chef chargé du contrôle, une requête pour l'application des servitudes, accompagnée d'un plan et d'un état parcellaire indiquant les propriétés qui doivent être atteintes par les servitudes. Le préfet prescrit alors une enquête publique dont le dossier est transmis aux maires des communes intéressées et notifié au demandeur. Les maires concernés donnent avis de l'ouverture de l'enquête et notifient aux propriétaires concernés les travaux projetés.

Le demandeur, après avoir eu connaissance des observations présentées au cours de l'enquête, arrête définitivement son projet, lequel est transmis avec l'ensemble du dossier au préfet, qui institue par arrêté les servitudes que le demandeur est autorisé à exercer après l'accomplissement des formalités de publicité mentionnées à l'article 18 du décret du 11 juin 1970 et visées ci-dessous en C.

Par ailleurs, une convention peut être passée entre le concessionnaire et le propriétaire ayant pour objet la reconnaissance desdites servitudes. Cette convention remplace les formalités mentionnées ci-dessus et produit les mêmes effets que l'arrêté préfectoral (art. 1<sup>er</sup> du décret n° 67-886 du 6 octobre 1967) (1).

## B. - INDEMNISATION

Les indemnités dues à raison des servitudes sont prévues par la loi du 15 juin 1906 en son article 12. Elles sont dues en réparation du préjudice résultant directement de l'exercice des servitudes (2).

Elles sont dues par le maître d'ouvrage. La détermination du montant de l'indemnité, à défaut d'accord amiable, est fixée par le juge de l'expropriation (art. 20 du décret du 11 juin 1970). Les dommages survenus à l'occasion des travaux doivent être réparés comme dommages de travaux publics (3).

Dans le domaine agricole, l'indemnisation des exploitants agricoles et des propriétaires est calculée en fonction des conventions passées, en date du 21 octobre 1987, entre Electricité de France et l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture (A.P.C.A.) et rendues applicables par les commissions régionales instituées à cet effet. Pour les dommages instantanés liés aux travaux, l'indemnisation est calculée en fonction d'un accord passé le 21 octobre 1981 entre l'A.P.C.A., E.D.F. et le syndicat des entrepreneurs de réseaux, de centrales et d'équipements industriels électriques (S.E.R.C.E.).

## C. - PUBLICITÉ

Affichage en mairie de chacune des communes intéressées, de l'arrêté instituant les servitudes.

Notification au demandeur de l'arrêté instituant les servitudes.

Notification dudit arrêté, par les maires intéressés ou par le demandeur, à chaque propriétaire et exploitant pourvu d'un titre régulier d'occupation et concerné par les servitudes.

(1) L'institution des servitudes qui implique une enquête publique, n'est nécessaire qu'à défaut d'accord amiable. L'arrêté préfectoral est vicié si un tel accord n'a pas été recherché au préalable par le maître d'ouvrage (Conseil d'Etat, 18 novembre 1977, ministre de l'Industrie contre consorts Lannio) ; sauf si l'intéressé a manifesté, dès avant l'ouverture de la procédure, son hostilité au projet (Conseil d'Etat, 20 janvier 1985, Tredan et autres).

(2) Aucune indemnité n'est due, par exemple, pour préjudice esthétique ou pour diminution de la valeur d'un terrain à bâtir. En effet, l'implantation des supports des lignes électriques et le survol des propriétés sont par principe précaires et ne portent pas atteinte au droit de propriété, notamment aux droits de bâtir et de se clore (Cass. civ. III, 17 juillet 1872 : Bull. civ. III, n° 464 ; Cass. civ. III, 16 janvier 1979).

(3) Ce principe est posé en termes clairs par le Conseil d'Etat dans un arrêt du 7 novembre 1986 - E.D.F. c. Aujoulat (req. n° 50436, D.A. n° 60).

### III. - EFFETS DE LA SERVITUDE

#### A. - PRÉROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

##### 1° Prerogatives exercées directement par la puissance publique

Droit pour le bénéficiaire d'établir à demeure des supports et ancrages pour conducteurs aériens d'électricité, soit à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique, sur les toits et terrasses des bâtiments, à condition qu'on y puisse accéder par l'extérieur, dans les conditions de sécurité prescrites par les règlements administratifs (servitude d'ancrage).

Droit pour le bénéficiaire, de faire passer les conducteurs d'électricité au-dessus des propriétés, sous les mêmes conditions que ci-dessus, peu importe que les propriétés soient ou non closes ou bâties (servitude de surplomb).

Droit pour le bénéficiaire, d'établir à demeure des canalisations souterraines ou des supports pour les conducteurs aériens, sur des terrains privés non bâtis qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes (servitude d'implantation). Lorsqu'il y a application du décret du 27 décembre 1925, les supports sont placés autant que possible sur les limites des propriétés ou des clôtures.

Droit pour le bénéficiaire, de couper les arbres et les branches qui se trouvant à proximité des conducteurs aériens d'électricité, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement ou leur chute occasionner des courts-circuits ou des avaries aux ouvrages (décret du 12 novembre 1938).

##### 2° Obligations de faire imposées au propriétaire

Néant.

#### B. - LIMITATIONS D'UTILISER LE SOL

##### 1° Obligations passives

Obligation pour les propriétaires de réserver le libre passage et l'accès aux agents de l'entreprise exploitante pour la pose, l'entretien et le surveillance des installations. Ce droit de passage ne doit être exercé qu'en cas de nécessité et à des heures normales et après avoir prévenu les intéressés, dans toute la mesure du possible.

##### 2° Droits résiduels des propriétaires

Les propriétaires dont les immeubles sont grevés de servitudes d'appui sur les toits ou terrasses ou de servitudes d'implantation ou de surplomb conservent le droit de se clore ou de bâtir, ils doivent toutefois un mois avant d'entreprendre l'un de ces travaux, prévenir par lettre recommandée l'entreprise exploitante.



Gestionnaire  
du Réseau de Transport d'Électricité

## NOTE D'INFORMATION RELATIVE AUX LIGNES ET CANALISATIONS ELECTRIQUES

### Ouvrages du réseau d'alimentation générale

#### **SERVITUDES I4**

#### **Ancrage, appui, passage, élagage et abattages d'arbres**

#### **REFERENCES :**

Loi du 15 Juin 1906 (article 12) modifiée par la loi du 27 Février 1925, par les lois de finances du 13 Juillet 1925 (article 298) et du 16 Avril 1930, la loi du 4 Juillet 1935, les décrets-lois du 17 Juin 1938 et du 12 Novembre 1938, les décrets du 27 Décembre 1925, n° 58-1284 du 22 Décembre 1958, n° 67-885 du 6 Octobre 1967, n° 71-757 du 9 Septembre 1971, n° 73-201 du 22 Février 1973.

↳ Loi n° 46-628 du 8 Avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz (article 35).

↳ Ordonnance n° 58-997 du 23 Octobre 1958 (article 60) relative à l'expropriation portant modification de l'article 35 de la loi du 8 Avril 1946 précitée.

↳ Décret n° 67-886 du 6 Octobre 1967 sur les conventions amiables portant reconnaissance des servitudes de l'article 12 de la loi du 15 Juin 1906 et confiant au juge de l'expropriation la détermination des indemnités dues pour l'imposition des servitudes.

↳ Décret n° 70-492 du 11 Juin 1970 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 35 modifié de la loi n° 46-628 du 8 Avril 1946 (concernant la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement des servitudes ainsi que les conditions d'établissement des dites servitudes).

↳ Décret n° 85-1109 du 15 Octobre 1985 modifiant le décret du 11 Juin 1970 précité.

↳ Décret n° 93-629 du 25 mars 1993 modifiant le décret du 11 Juin 1970 précité.

## **EFFETS DE LA SERVITUDE**

Ce sont les effets prévues par la loi du 15 Juin 1906 sur les distributions d'énergie électrique. Le décret n° 67-886 du 6.10.67, d'application de la loi du 15 Juin 1906, établit une équivalence entre l'arrêté préfectoral de mise en servitudes légales et les servitudes instituées par conventions.

### **A - PREROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE**

#### **1°/ Prerogatives exercées directement par la puissance publique**

Droit pour le bénéficiaire d'établir à demeure des supports et ancrages pour conducteurs aériens d'électricité, soit à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique, soit sur les toits et terrasses des bâtiments, à condition qu'on y puisse accéder par l'extérieur, dans les conditions de sécurité prescrites par les règlements administratifs (servitude d'ancrage).

Droit pour le bénéficiaire, de faire passer les conducteurs d'électricité au-dessus des propriétés, sous les mêmes conditions que ci-dessus, peu importe que les propriétés soient, ou non, closes ou bâties (servitude de surplomb).

Droit pour le bénéficiaire, d'établir à demeure des canalisations souterraines ou des supports pour les conducteurs aériens, sur des terrains privés non bâtis, qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes (servitude d'implantation). Lorsqu'il y a application du décret du 27 Décembre 1925, les supports sont placés autant que possible sur les limites des propriétés ou des cultures.

Droit pour le bénéficiaire, de couper les arbres et les branches qui se trouvant à proximité des conducteurs aériens d'électricité, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement ou leur chute occasionner des courts-circuits ou des avaries aux ouvrages (décret-loi du 12 Novembre 1938).

#### **2°/ Obligations de faire imposées au propriétaire**

Néant.

### **B - LIMITATIONS D'UTILISER LE SOL**

#### **1°/ Obligations passives**

Obligation pour les propriétaires de réserver le libre passage et l'accès aux agents et aux préposés du bénéficiaire pour la pose, l'entretien, la réparation et la surveillance des installations. Ce droit de passage ne doit être exercé qu'à des heures normales et après avoir prévenu les intéressés, sauf en cas d'urgence.

#### **2°/ Droits des propriétaires**

Les propriétaires, dont les immeubles sont grevés de servitudes d'appui sur les toits ou terrasses, conservent le droit de démolir, réparer ou surélever. Les propriétaires, dont les terrains sont grevés de servitudes d'implantation ou de surplomb, conservent également le droit de se clore ou de bâtir. Dans tous les cas, les propriétaires doivent toutefois un mois avant d'entreprendre ces travaux, prévenir par lettre recommandée l'exploitant de l'ouvrage.

## REMARQUE IMPORTANTE

Il convient de consulter l'exploitant du réseau avant toutes délivrances de permis de construire à moins de 100 mètres des réseaux HTB > 50 000 Volts, afin de vérifier la compatibilité des projets de construction avec ses ouvrages, en référence aux règles de l'arrêté interministériel fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique.

## EFFETS DE LA SERVITUDE CONCERNANT LES TRAVAUX

Mesures à prendre avant l'élaboration de projets et lors de la réalisation de travaux (exceptés les travaux agricoles de surfaces) à proximité des ouvrages de transport électrique HTB (lignes à haute tension).

Dès lors que les travaux envisagés se situent dans une zone définie par le plan de zonage déposé en Mairie, le décret 91-1147 du 14 Octobre 1991 fait l'obligation aux entrepreneurs et autres intéressés d'adresser à l'exploitant des ouvrages de transport indiqué ci-dessous, une demande de renseignement réglementaire (D.R.) accompagnée des extraits de plans suivants :

- ↳ un plan de situation au 1/25 000è (ou plus précis),
- ↳ un plan de masse,
- ↳ un plan de ville selon la situation du chantier.

Une réponse devra être ensuite envoyée par l'exploitant dans le délai d'un mois, à compter de la date de réception de la demande. Elle précisera si une Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (D.I.C.T.) doit être ensuite effectuée avant l'exécution des travaux.

Le même décret impose que les D.I.C.T. doivent parvenir à l'adresse ci-dessous 10 jours au moins avant la date prévue pour le début des travaux, jours fériés non compris, pour tous travaux à proximité des ouvrages de transport concernés.

**TERAA - GET AUVERGNE**  
**14 Boulevard Flaubert**  
**BP 363**  
**63010 CLERMONT FERRAND Cedex 1**

## SERVICES RESPONSABLES

**NATIONAL :** Ministère de l'industrie

**REGIONAUX OU DEPARTEMENTAUX :**

Pour les tensions supérieures à 50 000 Volts :

- ↳ DRIRE,
- ↳ RTE.

Pour les tensions inférieures à 50 000 Volts, hors réseau d'alimentation générale :

- ↳ DDE,
- ↳ Distributeurs EDF EGF Services et / ou régies.



## ANNEXE n  4

### Servitude d'Utilité Publique T1

- Textes relatifs à la servitude T1

## VOIES FERRÉES

### I. - GÉNÉRALITÉS

Servitudes relatives aux chemins de fer.

Servitudes de voirie :

- alignement ;
- occupation temporaire des terrains en cas de réparation ;
- distance à observer pour les plantations et l'élagage des arbres plantés ;
- mode d'exploitation des mines, carrières et sablières.

Servitudes spéciales pour les constructions, les excavations et les dépôts de matières inflammables ou non.

Servitudes de débroussaillage.

Loi du 15 juillet 1845 modifiée sur la police des chemins de fer.

Code minier, articles 84 et 107.

Code forestier, articles L. 322-3 et L. 322-4

Loi du 29 décembre 1892 (occupation temporaire).

Décret-loi du 30 octobre 1935 modifié en son article 6 par la loi du 27 octobre 1942 relatif à la servitude de visibilité concernant les voies publiques et les croisements à niveau.

Décret du 22 mars 1942 modifié (art. 73-7°) sur la police, la sûreté et l'exploitation des voies ferrées d'intérêt général et d'intérêt local.

Décret n° 80-331 du 7 mai 1980 modifié portant règlement général des industries extractives et circulaire d'application du 7 mai 1980 et documents annexes à la circulaire.

Fiche note 11-18 BIG du 30 mars 1978.

Ministère chargé des transports (direction des transports terrestres).

### II. - PROCÉDURE D'INSTITUTION

#### A. - PROCÉDURE

Application des dispositions de la loi du 15 juillet 1845 modifiée sur la police des chemins de fer, qui a institué des servitudes à l'égard des propriétés riveraines de la voie ferrée.

Sont applicables aux chemins de fer :

- les lois et règlements sur la grande voirie qui ont pour objet d'assurer la conservation des fossés, talus, haies et ouvrages, le passage des bestiaux et les dépôts de terre et autres objets quelconques (art. 2 et 3 de la loi du 15 juillet 1845 modifiée) ;
- les servitudes spéciales qui font peser des charges particulières sur des propriétés riveraines afin d'assurer le bon fonctionnement du service public que constituent les communications ferroviaires (art. 5 et suivants de la loi du 15 juillet 1845 modifiée) ;
- les lois et règlements sur l'extraction des matériaux nécessaires aux travaux publics (loi du 28 décembre 1892 sur l'occupation temporaire).

Les servitudes de grande voirie s'appliquent dans des conditions un peu particulières.

#### Alignement

L'obligation d'alignement s'impose aux riverains de la voie ferrée proprement dite et à ceux des autres dépendances du domaine public ferroviaire telles que les gares, les cours de gare et avenues d'accès non classées dans une autre voirie.



L'obligation d'alignement ne concerne pas les dépendances qui ne font pas partie du domaine public où seule existe une obligation éventuelle de bornage à frais communs.

L'alignement, accordé et porté à la connaissance de l'intéressé par arrêté préfectoral, a pour but essentiel d'assurer le respect des limites des chemins de fer.

L'administration ne peut pas, comme en matière de voirie, procéder à des redressements, ni bénéficier de la servitude de reculement (Conseil d'Etat, 3 juin 1910, Pourreyron).

#### Mines et carrières

Les travaux de recherche et d'exploitation de mines et carrières à ciel ouvert et de mines et carrières souterraines effectués à proximité d'un chemin de fer ouvert au service public doivent être exécutés dans les conditions prévues par les articles 1<sup>er</sup> et 2 du titre « Sécurité et salubrité publique » du règlement général des industries extractives, institué par le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 modifié et complété par les documents annexés à la circulaire d'application du 7 mai 1980.

La modification des distances limites et des zones de protection peut être effectuée par le préfet après avis du directeur interdépartemental de l'industrie, dans la limite où le permettent ou le commandent la sécurité et la salubrité publiques (art. 3, alinéa 1, du titre « Sécurité et salubrité publiques »).

La police des mines et des carrières est exercée par le préfet, assisté à cet effet par le directeur interdépartemental de l'industrie (art. 3 du décret n° 80-331 du 7 mai 1980 modifié portant règlement général des industries extractives).

### B. - INDEMNISATION

L'obligation de procéder à la suppression de constructions existantes au moment de la promulgation de la loi de 1845 ou lors de l'établissement de nouvelles voies ferrées ouvre droit à indemnité fixée comme en matière d'expropriation (art. 10 de la loi du 15 juillet 1845 modifiée).

L'obligation de procéder à la suppression de plantations, excavations, couvertures en chaume, amas de matériaux existants au moment de la promulgation de la loi de 1845 ou lors de l'établissement de nouvelles voies ferrées ouvre aux propriétaires un droit à indemnité déterminée par la juridiction administrative, selon les règles prévues en matière de dommage de travaux publics.

L'obligation de débroussaillage, conformément aux termes de l'articles L. 322-3 et L. 322-4 du code forestier, ouvre aux propriétaires un droit à indemnité. En cas de contestation, l'évaluation sera faite en dernier ressort par le tribunal d'instance.

Une indemnité est due aux concessionnaires de mines établies antérieurement, du fait du dommage permanent résultant de l'impossibilité d'exploiter des richesses minières dans la zone prohibée.

En dehors des cas énoncés ci-dessus, les servitudes applicables aux riverains du chemin de fer n'ouvrent pas droit à indemnité.

### C. - PUBLICITÉ

En matière d'alignement, délivrance de l'alignement par le préfet.

## III. - EFFETS DE LA SERVITUDE

### A. - PRÉROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

#### 1<sup>o</sup> Prérogatives exercées directement par la puissance publique

Possibilité pour la S.N.C.F., quand le chemin de fer traverse une zone boisée, d'exécuter à l'intérieur d'une bande de 20 mètres de largeur calculée du bord extérieur de la voie, et après en avoir avisé les propriétaires, les travaux de débroussaillage de morts-bois (art. L. 322-3 et L. 322-4 du code forestier).

## 2° Obligations de faire imposées au propriétaire

Obligation pour le riverain, avant tous travaux, de demander la délivrance de son alignement.

Obligation pour les propriétaires riverains de procéder à l'élagage des plantations situées sur une longueur de 50 mètres de part et d'autre des passages à niveau ainsi que de celles faisant saillie sur la zone ferroviaire, après intervention pour ces dernières d'un arrêté préfectoral (lois des 16 et 24 août 1790). Sinon intervention d'office de l'administration.

Application aux croisements à niveau d'une voie publique et d'une voie ferrée des dispositions relatives à la servitude de visibilité figurant au décret-loi du 30 octobre 1935 modifié par la loi du 27 octobre 1942.

Obligation pour les propriétaires, sur ordre de l'administration, de procéder, moyennant indemnité, à la suppression des constructions, plantations, excavations, couvertures de chaume, amas de matériaux combustibles ou non existants dans les zones de protection édictées par la loi du 15 juillet 1845 modifiée, et pour l'avenir lors de l'établissement de nouvelles voies ferrées (art. 10 de la loi du 15 juillet 1845).

En cas d'infraction aux prescriptions de la loi du 15 juillet 1845 modifiée, réprimée comme en matière de contravention de grande voirie, les contrevenants sont condamnés par le juge administratif à supprimer, dans un certain délai, les constructions, plantations, excavations, couvertures en chaume, dépôts contraires aux prescriptions, faute de quoi la suppression a lieu d'office aux frais du contrevenant (art. 11, alinéas 2 et 3, de la loi du 15 juillet 1845).

## B. - LIMITATIONS AU DROIT D'UTILISER LE SOL

### 1° Obligations passives

Obligation pour les riverains voisins d'un passage à niveau de supporter les servitudes résultant d'un plan de dégagement établi en application du décret-loi du 30 octobre 1935 modifié le 27 octobre 1942 concernant les servitudes de visibilité.

Interdiction aux riverains des voies ferrées de procéder à l'édification d'aucune construction autre qu'un mur de clôture, dans une distance de 2 mètres d'un chemin de fer. Cette distance est mesurée soit de l'arête supérieure du déblai, soit de l'arête inférieure du talus de remblai, soit du bord extérieur du fossé du chemin et à défaut d'une ligne tracée à 1,50 mètre à partir des rails extérieurs de la voie de fer. L'interdiction s'impose aux riverains de la voie ferrée proprement dite et non pas aux dépendances du chemin de fer non pourvues de voies : elle concerne non seulement les maisons d'habitation mais aussi les hangars, magasins, écuries, etc. (art. 5 de la loi du 15 juillet 1845).

Interdiction aux riverains des voies ferrées de planter des arbres à moins de 6 mètres et des haies vives à moins de 2 mètres de la limite de la voie ferrée constatée par un arrêté d'alignement. Le calcul de la distance est fait d'après les règles énoncées ci-dessus en matière de construction (application des règles édictées par l'article 5 de la loi du 9 ventôse, An VIII).

Interdiction d'établir aucun dépôt de pierres ou objets non inflammables pouvant être projetés sur la voie à moins de 5 mètres. Les dépôts effectués le long des remblais sont autorisés lorsque la hauteur du dépôt est inférieure à celle du remblai (art. 8 de la loi du 15 juillet 1845 modifiée).

Interdiction d'établir aucun dépôt de matières inflammables et des couvertures en chaume à moins de 20 mètres d'un chemin de fer.

Interdiction aux riverains d'un chemin de fer qui se trouve en remblai de plus de 3 mètres au-dessus du terrain naturel de pratiquer des excavations dans une zone de largeur égale à la hauteur verticale du remblai, mesurée à partir du pied du talus (art. 6 de la loi du 15 juillet 1845 modifiée).

Interdiction aux riverains de la voie ferrée de déverser leurs eaux résiduelles dans les dépendances de la voie (art. 3 de la loi du 15 juillet 1845 modifiée).

Interdiction de laisser subsister, après mise en demeure du préfet de les supprimer, toutes installations lumineuses et notamment toutes publicités lumineuses au moyen d'affiches, enseignes ou panneaux lumineux ou réfléchissants lorsqu'elles sont de nature à créer un danger pour la circulation des convois en raison de la gêne qu'elles apportent pour l'observation des signaux par les agents des chemins de fer (art. 73-7° du décret du 22 mars 1942 modifié).

## 2° Droits résiduels du propriétaire

Possibilité pour les propriétaires riverains d'obtenir, par arrêté préfectoral, une dérogation à l'interdiction de construire à moins de 2 mètres du chemin de fer lorsque la sûreté publique, la conservation du chemin de fer et la disposition des lieux le permettent (art. 9 de la loi du 15 juillet 1845 modifiée).

Possibilité pour les riverains propriétaires de constructions antérieures à la loi de 1845 ou existantes lors de la construction d'un nouveau chemin de fer de les entretenir dans l'état où elles se trouvaient à cette époque (art. 5 de la loi de 1845 modifiée).

Possibilité pour les propriétaires riverains d'obtenir, par décision du préfet, une dérogation à l'interdiction de planter des arbres (distance ramenée de 6 mètres à 2 mètres) et les haies vives (distance ramenée de 2 mètres à 0,50 mètre).

Possibilité pour les propriétaires riverains d'exécuter des travaux concernant les mines et carrières, à proximité des voies ferrées, dans les conditions définies au titre « Sécurité et salubrité publiques » du règlement général des industries extractives institué par le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 modifié et complété par les documents annexes à la circulaire du 7 mai 1980.

Possibilité pour les propriétaires riverains de procéder à des excavations en bordure de voie ferrée en remblai de 3 mètres dans la zone d'une largeur égale à la hauteur verticale du remblai mesuré à partir du pied du talus, à condition d'en avoir obtenu l'autorisation préfectorale délivrée après consultation de la S.N.C.F.

Possibilité pour les propriétaires riverains de procéder à des dépôts d'objets non inflammables dans la zone de prohibition lorsque la sûreté publique, la conservation du chemin de fer et la disposition des lieux le permettent et à condition d'en avoir obtenu l'autorisation préfectorale.

Les dérogations accordées à ce titre sont toujours révocables (art. 9 de la loi de 1845 modifiée).

## NOTICE EXPLICATIVE

de la loi du 15 juillet 1845  
sur la police des chemins de fer

Le présent document a pour objet, d'une part, de définir les principales servitudes s'imposant aux propriétaires riverains du Chemin de Fer qui se proposent d'édifier des constructions à usage d'habitation, industriel ou commercial et, d'autre part, d'attirer l'attention des constructeurs sur la question des prospects susceptibles d'affecter le domaine ferroviaire.

### 1 / SERVITUDES GREVANT LES PROPRIETES RIVERAINES DU CHEMIN DE FER

L'article 3 de la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer rend applicable aux propriétés riveraines de la voie ferrée les servitudes prévues par les lois et règlements de la grande voirie et qui concerne notamment :

- l'alignement,
- l'écoulement des eaux,
- la distance à observer pour les plantations et l'élagage des arbres plantés.

D'autre part, les articles 5 et 6 de ladite loi instituent des servitudes spéciales en ce qui concerne les distances à respecter pour les constructions et les excavations le long de la voie ferrée.

De plus, en application du décret -loi du 30 novembre 1935 modifié par la loi du 27 octobre 1942, des servitudes peuvent grever les propriétés riveraines du chemin de fer en vue d'améliorer la visibilité aux abords des passages à niveau.

Les distances fixées par la loi du 15 juillet 1845 sont calculées à partir de la limite légale du chemin de fer, laquelle est indépendante de la limite réelle du domaine concédé à la SNCF.

Selon l'article 5 de cette loi, la limite légale du chemin de fer est déterminée de la manière suivante :

#### a) Voie en plate-forme sans fossé :

Une ligne idéale tracée à 1,50 mètre du bord du rail extérieur (figure 1).

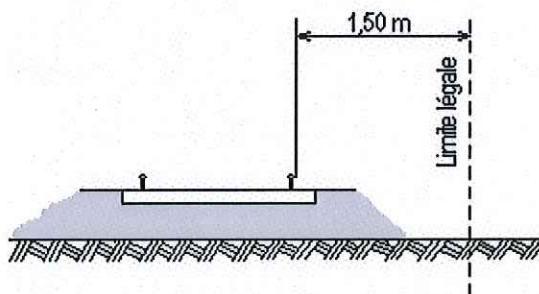


Figure 1

**b) voie en plate-forme avec fossé :**

Le bord extérieur du fossé (figure 2)

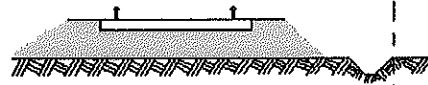


Figure 2

**c) voie en remblai :**

L'arête inférieure du talus de remblai (figure 3)

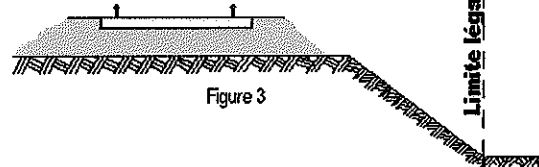


Figure 3

**ou**

le bord extérieur du fossé si cette voie en comporte un (figure 4)

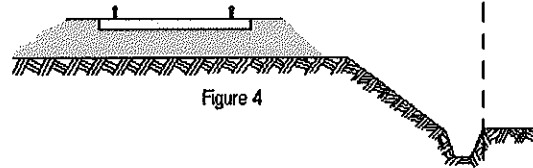


Figure 4

**d) voie en déblai :**

L'arête supérieure du talus de déblai (figure 5)

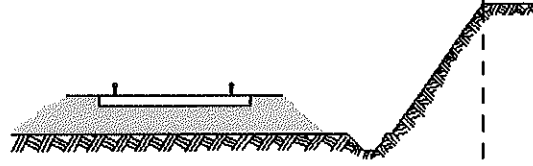


Figure 5

Dans le cas d'une voie posée à flan de coteau, la limite légale à considérer est constituée par le point extrême des déblais ou remblais effectués pour la construction de la ligne et non la limite du terrain naturel (figures 6 et 7).

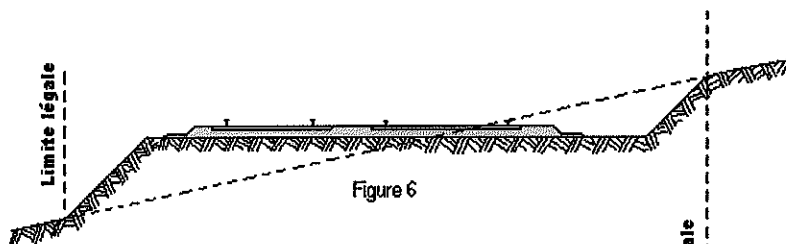


Figure 6

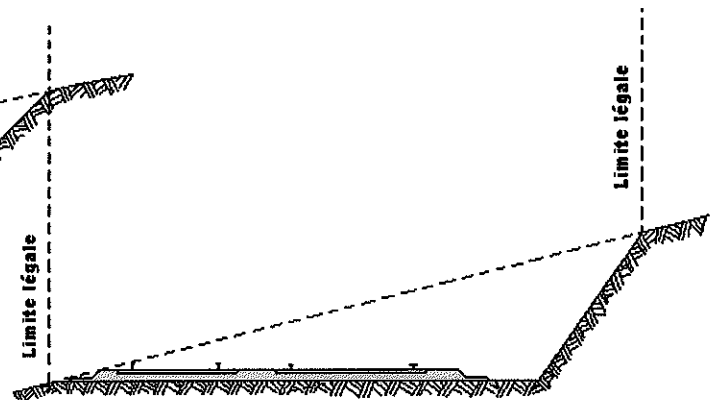


Figure 7

Lorsque le talus est remplacé par un mur de soutènement, la limite légale est, en cas de remblai, le pied, et, en cas de déblai, la crête de ce mur (figures 8 et 9).

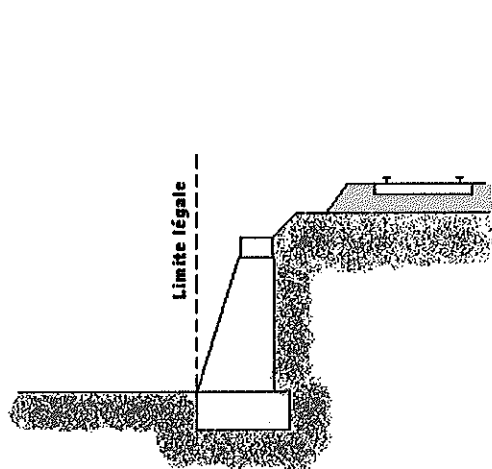


Figure 8

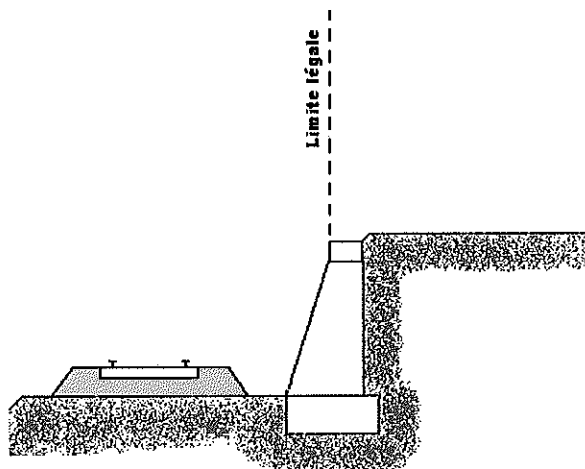


Figure 9

Lorsque le chemin de fer est établi en remblai et que le talus a été rechargé ou modifié par suite d'apport de terre ou d'épuration de ballast, la limite légale pourra être déterminée à partir du pied du talus primitif, à moins toutefois que cet élargissement de plate-forme ne soit destiné à l'établissement prochain de nouvelles voies.

En bordure des lignes à voie unique dont la plate-forme a été acquise pour 2 voies, la limite légale est déterminée en supposant la deuxième voie construite avec ses talus et fossés.

Il est, par ailleurs, fait observer que les servitudes prévues par la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer n'ouvrent pas droit à indemnité.

Enfin, il est rappelé qu'indépendamment des servitudes énumérées ci-dessus – dont les conditions d'application vont être maintenant précisées – les propriétaires riverains du chemin de fer doivent se conformer, le cas échéant, aux dispositions de la loi de 1845, concernant les dépôts temporaires et l'exploitation des mines et carrières à proximité des voies ferrées.

## 1 - ALIGNEMENT

L'alignement est la procédure par laquelle l'administration détermine les limites du domaine public ferroviaire.

Tout propriétaire riverain du chemin de fer qui désire élever une construction ou établir une clôture, doit demander l'alignement. Cette obligation s'impose non seulement aux riverains de la voie ferrée proprement dite, mais encore à ceux des autres dépendances du domaine public ferroviaire telles que gares, cours de gares, avenues d'accès, etc.

L'alignement est délivré par arrêté préfectoral. Cet arrêté indique aussi les limites de la zone de servitudes à l'intérieur de laquelle il est interdit, en application de la loi du 15 juillet 1845, d'élever des constructions, d'établir des plantations ou d'effectuer des excavations.

L'alignement ne donne pas droit aux riverains du chemin de fer les droits qu'il confère le long des voies publiques, dits « aisances de voirie ». Ainsi, aucun accès ne peut être pris sur la voie ferrée.

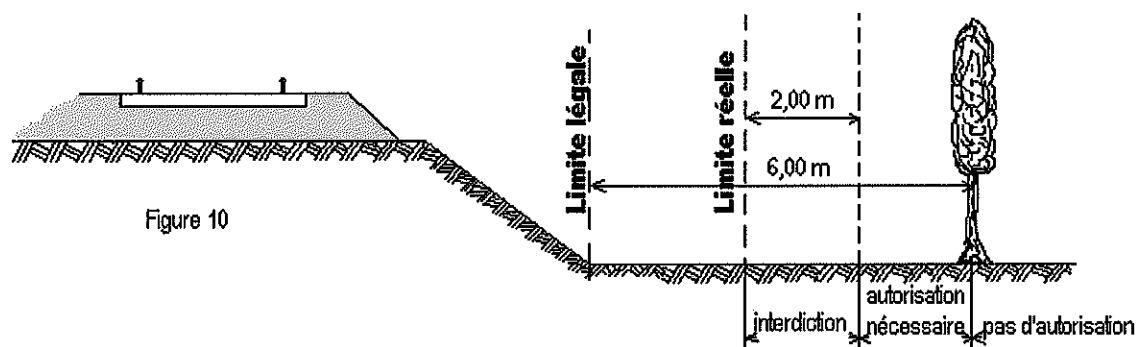
## 2 - ECOULEMENT DES EAUX

Les riverains du chemin de fer doivent recevoir les eaux naturelles telles qu'eaux pluviales, de source ou d'infiltration provenant normalement de la voie ferrée ; ils ne doivent rien entreprendre qui serait de nature à gêner leur libre écoulement ou à provoquer leur refoulement dans les emprises ferroviaires.

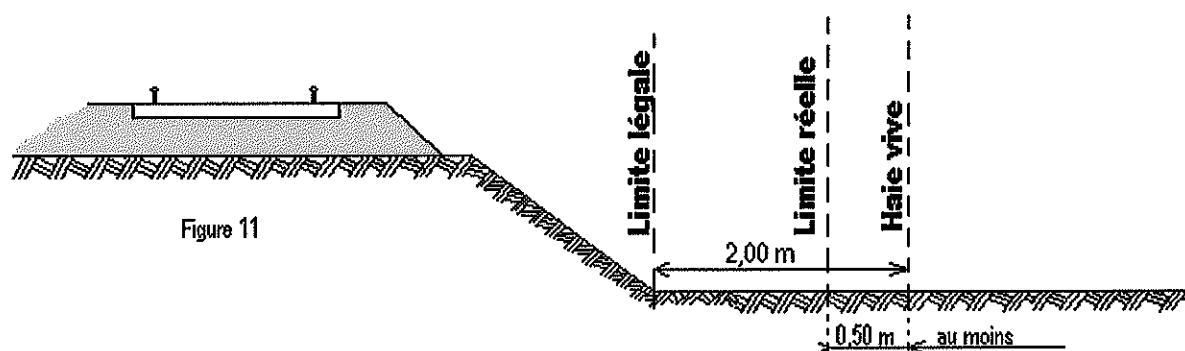
D'autres part, si les riverains peuvent laisser écouler sur le domaine ferroviaire les eaux naturelles de leurs fonds, dès l'instant qu'ils n'en modifient ni le cours ni le volume, par contre il leur est interdit de déverser leurs eaux usées dans les dépendances du chemin de fer.

## 3 - PLANTATIONS

- a) arbres à hautes tiges : aucune plantation d'arbres à haute tige ne peut être faite à moins de six mètres de la limite légale du chemin de fer. Toutefois, cette distance peut être ramenée à deux mètres de la limite réelle par autorisation préfectorale (figure 10).



- b) haies vives : Elles ne peuvent être plantées à l'extrême limite des propriétés riveraines : une distance de deux mètres de la limite légale doit être observée, sauf dérogation accordée par le Préfet qui peut réduire cette distance jusqu'à 0,50 m de la limite réelle (figure 11).



## 4 - CONSTRUCTIONS

Indépendamment des marges de reculement susceptibles d'être prévues dans les Plans Locaux d'Urbanisme (P.L.U.) ou dans les cartes communales pour les communes dépourvues de P.L.U., aucune construction autre qu'un mur de clôture, ne peut être établie à moins de deux mètres de la limite légale du chemin de fer.

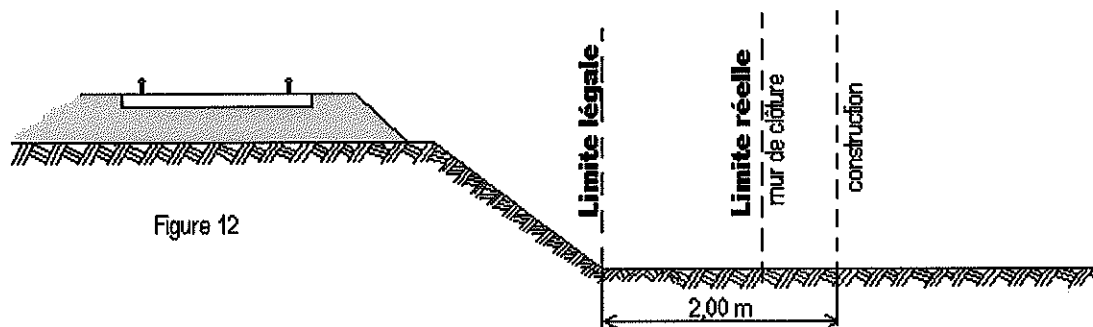


Figure 12

Il résulte des dispositions précédentes que si les clôtures sont autorisées à la limite réelle du chemin de fer, les constructions doivent être établies en retrait de cette limite dans le cas où celle-ci serait située à moins de deux mètres de la limite légale.

Cette servitude de reculement ne s'impose qu'aux propriétés riveraines de la voie ferrée proprement dite, qu'il s'agisse d'une voie principale ou d'une voie de garage ou encore de terrains acquis pour la pose d'une nouvelle voie.

Par ailleurs, il est rappelé qu'il est interdit aux propriétaires riverains du chemin de fer d'édifier, sans l'autorisation de la SNCF, des constructions qui, en raison de leur implantation, entraîneraient, par application des dispositions d'urbanisme, la création de zones de prospect sur le domaine public ferroviaire (cf. 2<sup>ème</sup> partie ci-après).

## 5 - EXCAVATIONS

Aucune excavation ne peut être édifiée en bordure de la voie ferrée lorsque celle-ci se trouve en remblai de plus de trois mètres au-dessus du terrain naturel, dans une zone de largeur égale à la hauteur du remblai, mesurée à partir du pied de talus (figure 13).

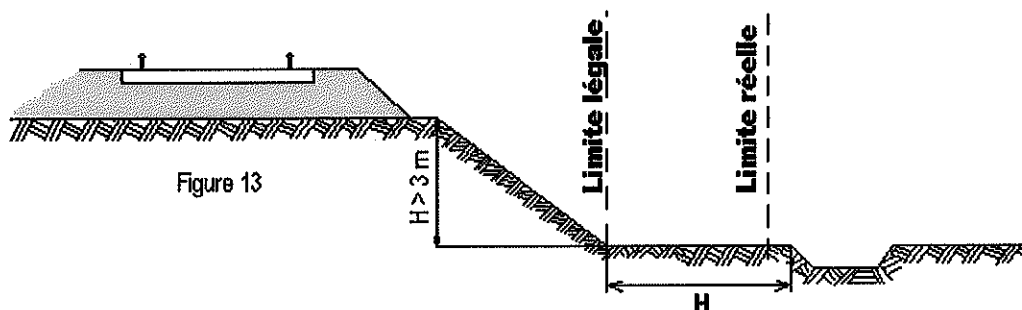


Figure 13

Est à considérer comme dangereux pour le chemin de fer, une excavation dont le fond de fouille entamerait un talus fictif dont la crête serait située à 1,50 m du rail le plus proche et ayant une inclinaison de 45° par rapport à la verticale, lorsque le terrain naturel a un coefficient de frottement<sup>(1)</sup> supérieur à 1 (figure 13bis) et une inclinaison de 60° par rapport à la verticale lorsque le terrain naturel, peu stable, a un coefficient de frottement inférieur à 1 (figure 13ter).

<sup>(1)</sup> coefficient de frottement

sable fin et sec	0,60
sable très fin	0,65
terre meuble très sèche	0,81
terre ordinaire bien sèche	1,07
terre ordinaire humectée	1,38
terre forte très compacte	1,43

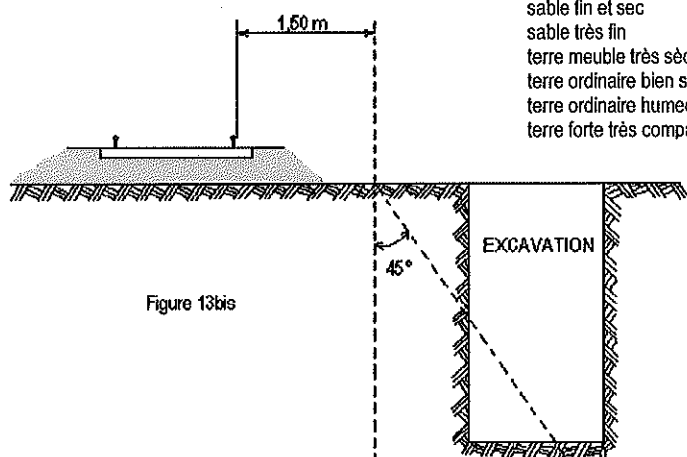


Figure 13bis

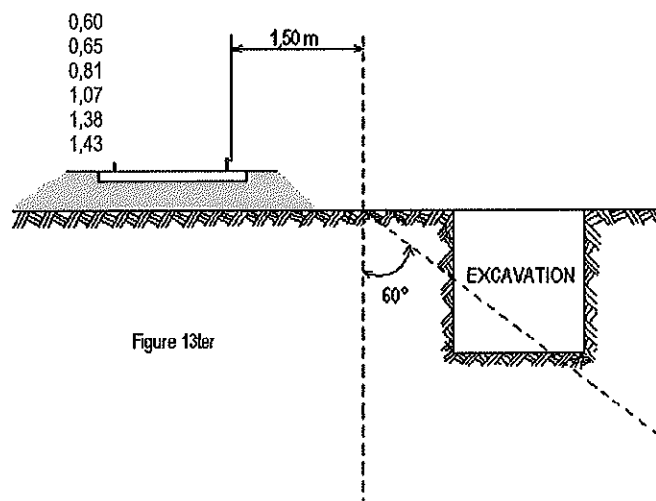


Figure 13ter



Sont considérés comme carrières les gîtes de matériaux de construction, de matériaux d'empierrement et de viabilité, de matériaux pour l'industrie céramique, de matériaux d'amendement pour la culture des terres et d'autres substances analogues, le tout exploité à ciel ouvert ou avec des galeries souterraines.

L'exploitation d'une carrière doit être déclarée au Maire qui transmet la déclaration au Préfet. Elle est soumise à la réglementation édictée par le décret 56.838 du 16 août 1956 portant code minier, et aux décrets pris en application de l'article 107 de ce code.

Lors de l'exploitation à ciel ouvert, les bords de fouilles ou excavations sont établies et tenues à une distance horizontale de 10 mètres au moins des bâtiments ou constructions quelconques, publics ou privés, des routes ou chemins, cours d'eau, canaux, fossés, rigoles, conduites d'eau, etc. L'exploitation de la masse est arrêtée, à compter des bords de la fouille, à une distance horizontale réglée à un mètre pour chaque mètre d'épaisseur des terres de recouvrement, s'il s'agit d'une masse solide (figure 15) ou à un mètre pour chaque mètre de profondeur totale de fouille, si cette masse, par sa cohésion, est analogue à ces terres de recouvrement (figure 16).

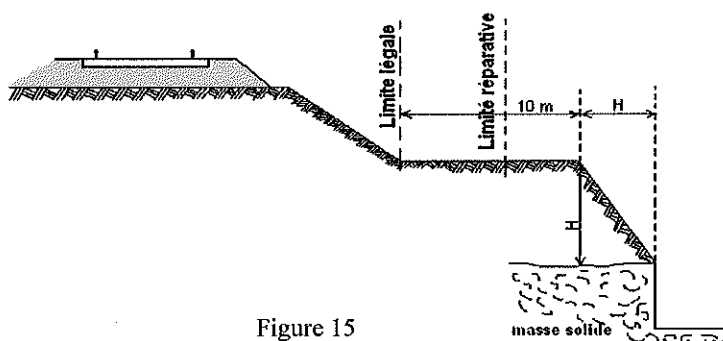


Figure 15

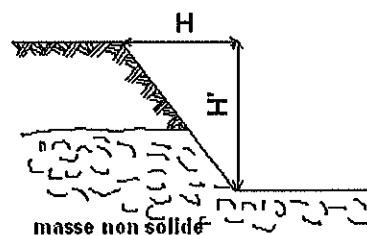


Figure 16

L'exploitation d'une carrière souterraine ne peut être poursuivie que jusqu'à une distance horizontale de 10 mètres des bâtiments et constructions quelconques, des routes et des chemins, etc. Cette distance est augmentée d'un mètre pour chaque mètre de hauteur de l'excavation (figure 17).

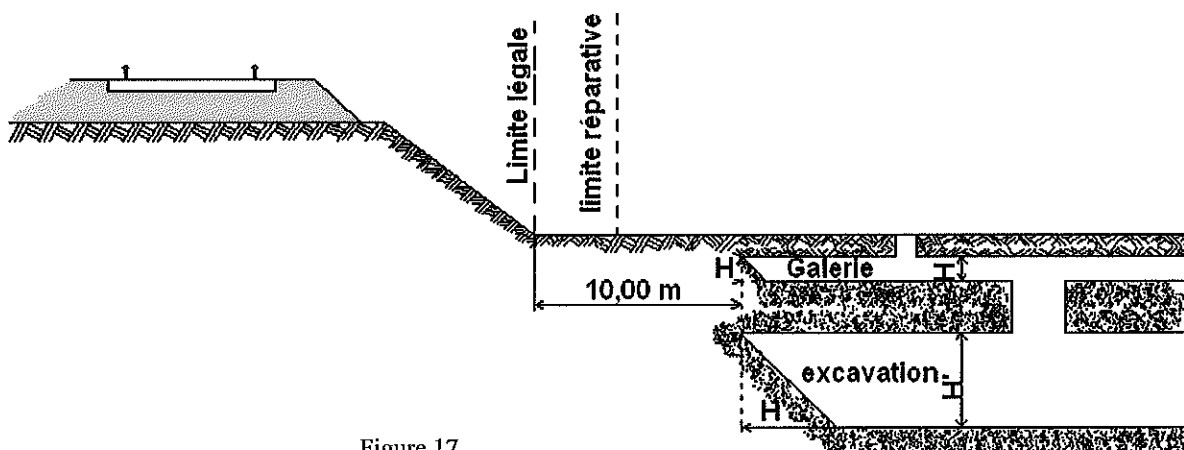


Figure 17

Si l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert ou d'une carrière souterraine à proximité du chemin de fer a pour effet de compromettre la solidité de la voie, la SNCF conserve la possibilité d'intervenir pour faire modifier les conditions de cette exploitation ou faire rapporter l'arrêté préfectoral qui l'a autorisée. Il appartient au chef de district d'alerter ses supérieurs et au Directeur d'Etablissement d'intervenir auprès du Préfet.

## **7 - SERVITUDES DE VISIBILITE AUX ABORDS DES PASSAGES A NIVEAU**

Les propriétés riveraines ou voisines du croisement à niveau d'une voie publique et d'une voie ferrée sont susceptibles d'être frappées de servitudes de visibilité en application du décret-loi du 30 octobre 1935 modifié par la loi du 27 octobre 1942.

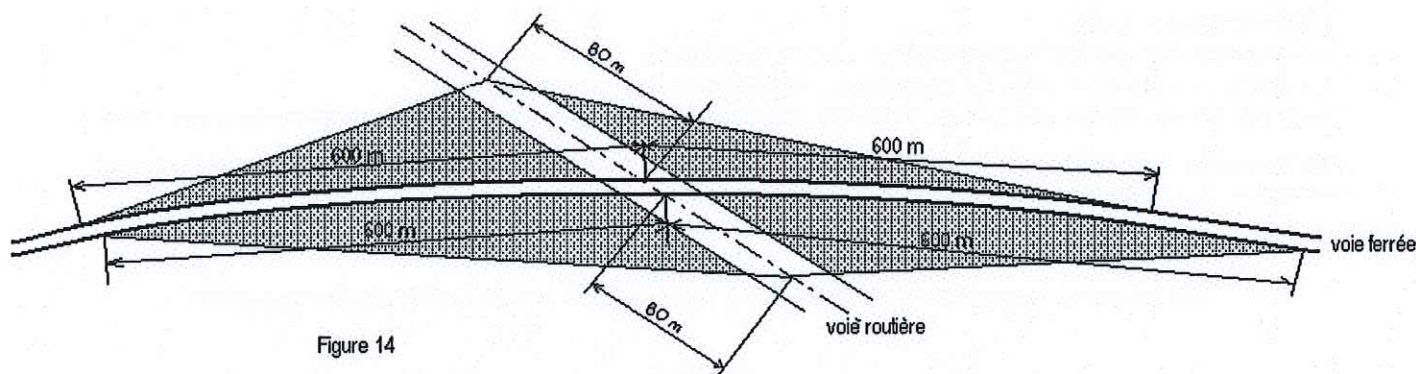
Ces servitudes peuvent comporter, suivant les cas :

- l'obligation de supprimer les murs de clôture ou de les remplacer par des grilles, de supprimer les plantations gênantes, de ramener et de tenir le terrain et toute superstructure à un niveau déterminé,
- l'interdiction de bâtir, de placer des clôtures, de remblayer, de planter et de faire des installations au-dessus d'un certain niveau,
- la possibilité, pour l'administration, d'opérer la résection des talus, remblais et tous obstacles naturels, de manière à réaliser des conditions de vues satisfaisantes

Un plan de dégagement soumis à enquête détermine, pour chaque parcelle, la nature des servitudes imposées, lesquelles ouvrent droit à indemnité.

A défaut de plan de dégagement, le DDE soumet à la SNCF, pour avis, les demandes de permis de construire intéressant une certaine zone au voisinage des passages à niveau non gardés.

Cette zone est teintée en gris sur le croquis ci-dessous (figure 14).



## **2 / PROSPECTS SUSCEPTIBLES D'AFPECTER LE DOMAINE FERROVIAIRE**

L'attention des constructeurs est appelée sur le fait qu'au regard de l'application des règlements d'urbanisme, le domaine ferroviaire doit être assimilé, non pas à la voie routière, mais à une propriété privée, sous réserve, le cas échéant, des particularités tenant au régime de la domanialité publique.

Les constructeurs ne peuvent, par conséquent, constituer sur le domaine ferroviaire les prospects qu'ils sont en droit de prendre sur la voie routière. Ils sont tenus de se conformer aux dispositions relatives à l'implantation des bâtiments par rapport aux fonds voisins, telles qu'elles sont prévues par le Plan Local d'Urbanisme (P.L.U), ou à défaut, par le règlement national d'urbanisme. En outre, compte tenu des nécessités du service public du chemin de fer, des prospects ne peuvent grever les emprises ferroviaires que dans la mesure où ils sont compatibles avec l'affectation donnée à ces emprises.

Dès lors, tout constructeur qui envisage d'édifier un bâtiment qui prendrait prospect sur le domaine ferroviaire, doit se rapprocher de la SNCF et, à cet effet, s'adresser au chef de la Direction Déléguée Infrastructure de la Région. La SNCF examine alors si les besoins du service public ne s'opposent pas à la création du prospect demandé. Dans l'affirmative, elle conclut, avec le propriétaire du prospect intéressé, une convention aux termes de laquelle elle accepte, moyennant le versement d'une indemnité, de constituer une servitude de non aedificandi sur la partie du domaine ferroviaire frappé du prospect en cause.

Si cette servitude affecte une zone classée par sa destination dans le domaine public ferroviaire, la convention précitée ne deviendra définitive qu'après l'intervention d'une décision ministérielle ayant pour objet de soustraire cette zone au régime de la domanialité publique



**LOI DU 15 JUILLET 1845**  
**sur la police des chemins de fer - version consolidée au 20 octobre 2006**

**TITRE 1<sup>er</sup>**  
**MESURES RELATIVES A LA CONSERVATION DES CHEMINS DE FER**

**Article 1**

*Modifié par la Loi n° 97-135 du 13 février 1997 art. 12 (JORF 15 février 1997)*

Les chemins de fer construits ou concédés par l'Etat font partie de la grande voirie. Cette disposition s'applique à l'ensemble du réseau ferré national.

**Article 2**

Sont applicables aux chemins de fer les lois et règlements sur la grande voirie, qui ont pour objet d'assurer la conservation des fossés, talus, levées et ouvrages d'art dépendant des routes, et d'interdire, sur toute leur étendue, le pacage des bestiaux et les dépôts de terre et autres objets quelconques.

**Article 3**

Sont applicables aux propriétés riveraines des chemins de fer les servitudes imposées par les lois et règlements sur la grande voirie, et qui concernent :

- L'alignement,
- L'écoulement des eaux,
- L'occupation temporaire des terrains en cas de réparation,
- La distance à observer pour les plantations, et l'élagage des arbres plantés,
- Le mode d'exploitation des mines, minières, tourbières et sablières, dans la zone déterminée à cet effet.

Sont également applicables à la confection et à l'entretien des chemins de fer, les lois et règlements sur l'extraction des matériaux nécessaires aux travaux publics.

**Article 4**

*Abrogé par le Décret n° 2006-1279 du 19 octobre 2006 art. 58 (JORF 20 octobre 2006)*

**Article 5**

*Modifié par la Loi n° 80-514 du 7 juillet 1982 article unique (JORF 9 juillet 1980)*

A l'avenir, aucune construction autre qu'un mur de clôture ne pourra être établi dans une distance de deux mètres du chemin de fer.

Cette distance sera mesurée soit de l'arête supérieure du déblai, soit de l'arête inférieure du talus du remblai, soit du bord extérieur des fossés du chemin, et, à défaut d'une ligne tracée, à un mètre cinquante centimètres à partir des rails extérieurs de la voie de fer.

Les constructions existantes au moment de la promulgation de la présente loi, ou lors de l'établissement d'un nouveau chemin de fer, pourront être entretenues dans l'état où elles se trouveront à cette époque.

Un décret en Conseil d'Etat déterminera les formalités à remplir par les propriétaires pour faire constater l'état desdites constructions, et fixera le délai dans lequel ces formalités devront être remplies.

**Article 6**

Dans les localités où le chemin de fer se trouvera en remblai de plus de trois mètres au-dessus du terrain naturel, il est interdit aux riverains de pratiquer, sans autorisation préalable, des excavations dans une zone de largeur égale à la hauteur verticale du remblai, mesurée à partir du pied du talus.

Cette autorisation ne pourra être accordée sans que les concessionnaires ou fermiers de l'exploitation du chemin de fer aient été entendus ou dûment appelés.

**Article 7**

Il est défendu d'établir, à une distance de moins de vingt mètres d'un chemin de fer desservi par des machines à feu, des couvertures en chaume, des meules de pailles, de foin, et aucun autre dépôt de matières inflammables.

Cette prohibition ne s'étend pas aux dépôts de récoltes faits seulement pour le temps de la moisson.

### **Article 8**

Dans une distance de moins de cinq mètres d'un chemin de fer, aucun dépôt de pierres, ou objets non inflammables, ne peut être établi sans autorisation préalable du préfet.

Cette autorisation sera toujours révocable.

L'autorisation n'est pas nécessaire :

1° Pour former dans les localités où le chemin de fer est en remblai, des dépôts de matières non inflammables, dont la hauteur n'excède pas celle du remblai du chemin.

2° Pour former des dépôts temporaires d'engrais et autres objets nécessaires à la culture des terres.

### **Article 9**

Lorsque la sûreté publique, la conservation du chemin et la disposition des lieux le permettront, les distances déterminées par les articles précédents pourront être diminuées en vertu d'autorisations accordées après enquête.

### **Article 10**

Si, hors des cas d'urgence prévus par la loi des 16-24 août 1790, la sûreté publique ou la conservation du chemin de fer l'exige, l'administration pourra faire supprimer, moyennant une juste indemnité, les constructions, plantations, excavations, couvertures en chaume, amas de matériaux combustibles ou autres, existant, dans les zones ci-dessus spécifiées, au moment de la promulgation de la présente loi, et, pour l'avenir, lors de l'établissement du chemin de fer.

L'indemnité sera réglée, pour la suppression des constructions, conformément aux titres IV et suivants de la loi du 3 mai 1841, et, pour tous les autres cas, conformément à la loi du 16 septembre 1807.

### **Article 11**

*Modifié par l'Ordonnance n° 2000-916 du 19 septembre 2000 art. 3  
(JORF 22 septembre 2000 en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2002)*

Les contraventions aux dispositions du présent titre seront constatées, poursuivies et réprimées comme en matière de grande voirie.

Elles seront punies d'une amende de seize 7,5 à 150 euros, sans préjudice, s'il y a lieu, des peines portées au Code pénal et au titre III de la présente loi. Les contrevenants seront, en outre, condamnés à supprimer, dans le délai déterminé par l'arrêté du conseil de préfecture, les excavations, couvertures, meules ou dépôts faits contrairement aux dispositions précédentes.

A défaut, par eux, de satisfaire à cette condamnation dans le délai fixé, la suppression aura lieu d'office, et le montant de la dépense sera recouvré contre eux par voie de contrainte, comme en matière de contributions publiques.

## **TITRE II**

## **DES CONTRAVENTIONS DE VOIRIE COMMISES PAR LES CONCESSIONNAIRES OU FERMIERS DE CHEMINS DE FER**

### **Article 12**

Lorsque le concessionnaire ou le fermier de l'exploitation d'un chemin de fer contreviendra aux clauses du cahier des charges, ou aux décisions rendues en exécution de ces clauses, en ce qui concerne le service de la navigation, la viabilité des routes *nationales*, départementales et vicinales, ou le libre écoulement des eaux, procès-verbal sera dressé de la contravention, soit par les ingénieurs des ponts et chaussées ou des mines, soit par les conducteurs, gardes-mines et piqueurs dûment assermentés.

### **Article 13**

Les procès-verbaux, dans les quinze jours de leur date, seront notifiés administrativement au domicile élu par le concessionnaire ou le fermier, à la diligence de préfet, et transmis dans le même délai au tribunal administratif du lieu de la contravention.

### **Article 14**

Les contraventions prévues à l'article 12 seront punies d'une amende de 150 à 1 500 euros.



### **Article 15**

L'administration pourra, d'ailleurs, prendre immédiatement toutes mesures provisoires pour faire cesser le dommage, ainsi qu'il est procédé en matière de grande voirie.

Les frais qu'entraînera l'exécution de ces mesures seront recouvrés, contre le concessionnaire ou fermier, par voie de contrainte, comme en matière de contributions publiques.

## **TITRE III**

### **DES MESURES RELATIVES A LA SURETE DE LA CIRCULATION SUR LES CHEMINS DE FER**

#### **Article 16**

*Modifié par la Loi n° 92-1336 du 16 décembre 1992 art. 332  
(JORF 23 décembre 1992 en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 1994)*

Quiconque aura volontairement employé un moyen quelconque aux fins de faire dérailler les véhicules ou provoquer leur collision sera puni de la réclusion criminelle à temps de cinq à dix ans.

S'il y a eu homicide ou blessures, le coupable sera, dans le premier cas, puni de la réclusion criminelle à perpétuité et, dans le second, de la peine de la réclusion criminelle à temps de dix à vingt ans.

#### **Article 17**

*Modifié par la Loi n° 81-82 du 2 février 1981 art. 29 (JORF 3 février 1981)*

Si le crime prévu par l'article 16 a été commis en réunion séditieuse, avec rébellion ou pillage, il sera imputable aux chefs, auteurs, instigateurs et provocateurs de ces réunions, qui seront punis comme coupables du crime et condamnés aux mêmes peines que ceux qui l'auront personnellement commis lors même que la réunion séditieuse n'aura pas eu pour but direct et principal la destruction de la voie de fer.

#### **Article 18**

*Modifié par l'Ordonnance n° 2000-916 du 19 septembre 2000 art. 3  
(JORF 22 septembre 2000 en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2002)*

Quiconque aura menacé, par écrit anonyme ou signé, de commettre un des crimes prévus en l'article 16, sera puni d'un emprisonnement de trois à cinq ans, dans le cas où la menace aurait été faite avec ordre de déposer une somme d'argent dans un lieu indiqué, ou de remplir toute autre condition.

Si la menace n'a été accompagnée d'aucun ordre ou condition, la peine sera d'un emprisonnement de deux ans et d'une amende de 3 750 euros.

Si la menace avec ordre ou condition a été verbale, le coupable sera puni d'un emprisonnement de six mois, et d'une amende de 3 750 euros.

#### **Article 20**

Sera puni d'un emprisonnement de deux ans tout mécanicien ou conducteur garde-frein qui aura abandonné son poste pendant la marche du convoi.

#### **Article 21**

*Modifié par l'Ordonnance n° 2000-916 du 19 septembre 2000 art. 3  
(JORF 22 septembre 2000 en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2002)*

Les infractions aux dispositions concernant l'intégrité des voies ferrées, de leurs accessoires et dépendances, et la circulation des convois, prévues par les décrets en Conseil d'Etat sur la police, le sûreté et l'exploitation du chemin de fer et par les arrêtés préfectoraux approuvés par le ministre chargé des transports pour l'exécution desdits décrets, seront punies d'une amende de 3 750 euros.

En cas de récidive, l'amende sera portée au double et un emprisonnement de trois mois pourra en outre être prononcé.

## **Article 22**

Les concessionnaires ou fermiers d'un chemin de fer seront responsables, soit envers l'Etat, soit envers les particuliers, du dommage causé par les administrateurs, directeurs ou employés à un titre quelconque au service de l'exploitation du chemin de fer.

L'Etat sera soumis à la même responsabilité envers les particuliers, si le chemin de fer est exploité à ses frais et pour son compte.

## **Article 23**

*Modifié par la Loi n° 2004-204 du 9 mars 2004 art. 36 (JORF 10 mars 2004)*

Les crimes, délits ou contraventions prévus par les titre Ier et III de la présente loi, ainsi que les contraventions prévues par les textes réglementaires relatifs à la police, la sûreté et l'exploitation des voies ferrées, pourront être constatés par des procès-verbaux dressés concurremment par les officiers de police judiciaire, les ingénieurs des ponts et chaussées et des mines, les conducteurs, gardes-mines, agents de surveillance et gardes nommés ou agréés par l'administration et dûment assermentés.

A cette fin, ces personnels sont habilités selon les cas à recueillir ou à relever l'identité et l'adresse du contrevenant, selon les modalités et dans les conditions prévues par l'article 529-4 du code de procédure pénale. La déclaration intentionnelle d'une fausse adresse ou d'une fausse identité auprès des agents assermentés mentionnés au présent article est punie de 3 750 euros d'amende.

Les procès-verbaux des délits et contraventions feront foi jusqu'à preuve contraire.

Au moyen du serment prêté devant le tribunal de grande instance de leur domicile, les agents de surveillance de l'administration et des concessionnaires ou fermiers pourront verbaliser sur toute la ligne du chemin de fer auquel ils seront attachés.

Les contraventions aux dispositions des arrêtés préfectoraux concernant la circulation, l'arrêt et le stationnement des véhicules dans les cours des gares pourront être constatées également par les gendarmes n'ayant pas la qualité d'officier de police judiciaire, les inspecteurs, commandants, officiers, grades, sous-brigadiers et gardiens de la paix de la police nationale, les gradés et gardiens de police municipale et les gardes champêtres.

En outre, les auxiliaires contractuels de police seront habilités à relever les contraventions aux dispositions concernant l'arrêt et le stationnement.

En ce qui concerne les poursuites, l'amende forfaitaire, l'amende pénale fixe, la responsabilité pécuniaire, l'immobilisation, l'enlèvement et la mise en fourrière des véhicules, il sera procédé comme pour les infractions commises sur les voies ouvertes à la circulation publique.

## **Article 23-1**

*Créé par la Loi n° 90-7 du 2 janvier 1990 article unique III (JORF 4 janvier 1990)*

Peuvent être saisies par les agents mentionnés au premier alinéa de l'article 23 de la présente loi, en vue de leur confiscation par le tribunal, les marchandises de toute nature offertes, mises en vente ou exposées en vue de la vente sans l'autorisation administrative nécessaire dans les trains, cours ou bâtiments des gares et stations et toutes dépendances du domaine public ferroviaire. Peuvent également être saisis dans les mêmes conditions les étals supportant ces marchandises.

Celles-ci sont détruites lorsqu'il s'agit de denrées impropres à la consommation. Elles sont remises à des organisations caritatives ou humanitaires d'intérêt général lorsqu'il s'agit de denrées périssables.

Il est rendu compte à l'officier de police judiciaire compétent de la saisie des marchandises et de leur destruction ou de leur remise à des organisations caritatives ou humanitaires d'intérêt général.

## **Article 23-2**

*Modifié par la Loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 art. 16 (JORF 19 mars 2003)*

Toute personne qui contrevient en cours de transport aux dispositions tarifaires ou à des dispositions dont l'inobservation est susceptible soit de compromettre la sécurité des personnes ou la régularité des circulations, soit de troubler l'ordre public, peut se voir enjoindre par les agents mentionnés à l'article 23 de descendre du véhicule de transport ferroviaire ou routier au premier point d'arrêt suivant la constatation des faits. En cas de refus d'obtempérer, les agents de l'exploitant peuvent requérir l'assistance de la force publique.

Cette mesure ne peut être prise à l'encontre d'une personne vulnérable, à raison notamment de son âge ou de son état de santé.

#### **Article 24**

*Modifié par la Loi n° 2001-1062 du 15 novembre 2001 art. 49 II (JORF 16 novembre 2001)*

Les procès-verbaux dressés en vertu de l'article 23 seront visés pour timbre et enregistrés en débet.

#### **Article 24-1**

*Créé par la Loi n° 2001-1062 du 15 novembre 2001 art. 49 II (JORF 16 novembre 2001)*

Toute personne qui aura, de manière habituelle, voyagé dans une voiture sans être munie d'un titre de transport valable sera punie de six mois d'emprisonnement et de 7 500 euros d'amende.

L'habitude est caractérisée dès lors qu'une personne concernée a fait l'objet, sur une période inférieure ou égale à douze mois, de plus de dix contraventions sanctionnées aux premier et deuxième alinéas de l'article 80-3 du décret n° 730 du 22 mars 1942, qui n'auront pas donné lieu à une transaction en application de l'article 529-3 du Code pénal.

#### **Article 25**

Toute attaque, toute résistance avec violence et voies de fait envers les agents de chemins de fer, dans l'exercice de leurs fonctions, sera puni des peines appliquées à la rébellion, suivant les distinctions faites par le Code pénal.

#### **Article 26**

*Modifié par la Loi n° 92-13369 du 16 décembre 1992 art. 322  
(JORF 23 décembre 1992 en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 1994)*

L'outrage adressé à un agent d'un exploitant de réseau de transport public de voyageurs est puni de six mois d'emprisonnement et de 7 500 euros d'amende.

Lorsqu'il est commis en réunion, l'outrage est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende.

#### **Article 27**

En cas de conviction de plusieurs crimes ou délits prévus par la présente loi ou par le Code pénal, la peine la plus forte sera seule prononcée.

Les peines encourues pour des faits postérieurs à la poursuite pourront être cumulées, sans préjudice des peines de la récidive.